



LE PRÉSIDENT TEBBOUNE REÇOIT UN APPEL TÉLÉPHONIQUE DE SON HOMOLOGUE IRANIEN

La fraternité algéro-iranienne ravivée

P 2

FUITE DES PREMIÈRES CORRECTIONS DES COPIES DE L'EXAMEN

BAC : Des notes au-dessous de la moyenne

p 5

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Dimanche 2 juillet 2023 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5879 - 20^e année

CONTRÔLE ET STABILISATION DES PRIX



La mesure ministérielle à l'épreuve du terrain

P 5

53^e SESSION DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

La reprise des missions techniques au Sahara occidental évoquée

P 4

LA PARTIE ÉGYPTIENNE A FAIT MACHINE ARRIÈRE



Pas de match amical entre l'Algérie et l'Égypte

P 7

HIPPODROME BAZER SAKHRA - EL-EULMA
CET APRÈS-MIDI À 16H00

Il y aura du monde au portillon

P 14

AFFAIRE DE L'ASSASSINAT DE NAHEL

La France épinglée par l'ONU pour racisme

S'affublant du titre de « Patrie des droits de l'Homme », la France se révèle au grand jour et se retrouve au cœur d'atteintes violentes à ces mêmes droits humains auxquelles assiste, en témoin, la communauté internationale.

► **Obsèques de Nahel : « C'était un enfant, c'était un ange »**

LIRE EN PAGE 3



Ph : DR

AFFAIRE DES FRÈRES KOUNINEF

La Cour suprême refuse de rejuger Sellal, Ouyahia et Bedoui

P 4

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE REÇOIT UN APPEL TÉLÉPHONIQUE DE SON HOMOLOGUE IRANIEN

La fraternité algéro-iranienn ravivée

La célébration de l'Aïd El-Adha a été l'occasion pour l'Algérie et l'Iran, non seulement d'échanger leurs vœux de bien-être et de prospérité, mais surtout de rappeler leur engagement commun et total contre l'atteinte portée par l'Occident aux valeurs de l'Islam et du Saint Coran, l'impérialisme discriminatoire et agressif, et l'occupation de l'entité sioniste.

Il aura suffi d'un appel téléphonique du président iranien Ebrahim Raïssi à son homologue algérien, Abdelmadjid Tebboune, au cours duquel Raïssi lui a présenté ainsi qu'au peuple algérien ses vœux à l'occasion de l'Aïd El-Adha, pour raviver des relations qui datent depuis longtemps. L'occasion d'évoquer les bonnes relations politiques entre l'Algérie et l'Iran et la profondeur et la solidité des relations bilatérales dans les domaines d'intérêt commun, au cours des dernières années, et de souligner la nécessité de



F. DR



faire plus d'efforts à l'avenir pour renforcer et élargir ces relations. Durant cette communication téléphonique officielle, le président iranien a souligné la volonté de son gouvernement de développer les relations avec les pays islamiques amis et alliés, et a exprimé son espoir que les relations entre l'Iran et l'Algérie, en particulier dans les domaines commercial et économique, se développent de jour en jour, compte tenu du grand potentiel des deux pays. Par ailleurs, le président iranien a félicité le président Tebboune pour l'élection de l'Algérie comme membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Le président iranien n'a pas omis de féliciter le président Tebboune pour l'élection de l'Algérie comme membre non permanent du Conseil de sécurité. Pour sa part, Abdelmadjid Tebboune a remercié le président iranien pour son appel fraternel, lui adressant ainsi

qu'au peuple iranien ses vœux à l'occasion de l'Aïd El-Adha, et a souligné l'importance de la défense de l'identité islamique et l'intérêt de son pays à élargir les relations avec l'Iran dans tous les domaines. En outre, les deux Présidents se sont mis d'accord sur la nécessité d'accélérer la tenue de la réunion de la grande commission mixte entre les deux pays. En réalité, le rapprochement s'est établi il y a un peu plus d'une année, plus précisément au mois de février 2022, lors du déplacement de Tebboune au Qatar et au Koweït, en marge du Forum des pays exportateurs de gaz, où il s'était entretenu avec le président iranien. Autre étape importante dans le sillage des relations fraternelles entre les deux pays, la visite effectuée le 5 août 2021 par le premier ministre Aïmène Benabderrahmane à Téhéran, à l'occasion de l'investiture du président iranien. Dans le domaine économique, la coopération s'est

accentuée lors d'une rencontre à Alger le 4 mai dernier entre le ministre algérien de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, et l'ambassadeur d'Iran en Algérie, Mohammad Reza Babaei, durant laquelle ce dernier avait confirmé l'intérêt des entreprises iraniennes à renforcer leur présence en Algérie, notamment dans le domaine de l'énergie et des mines. Au cours de cette rencontre, les deux parties avaient évoqué la nécessité d'intensifier la coopération entre les deux pays et d'explorer les opportunités d'affaires et les perspectives futures d'investissement dans des projets structurants en Algérie. Un peu plus d'un mois plus tard, le 26 juin, lors d'un entretien avec la ministre algérienne des relations avec le Parlement, le Pr Basma Azouar, Reza Babaei avait appelé à la nécessité de concrétiser et d'activer tout ce qui fédérait les efforts des parlementaires des deux pays sur certaines questions régionales d'intérêt commun, notamment la cause palestinienne. L'occasion également de rappeler l'importance de l'installation de la commission parlementaire d'amitié le 15 février 2022, traduisant, par là, l'attachement des deux pays au rapprochement et à la coordination entre leurs autorités législatives respectives, et d'élargir la coopération économique et commerciale entre eux, et la nécessité d'une coopération étroite entre l'Iran et l'Algérie dans les instances régionales et internationales.

Hamid Si Ahmed

ASSASSINAT DE NAHEL EN FRANCE

Le FLN, TAJ et le MSP condamnent fermement

La classe politique nationale continue de réagir pour condamner le meurtre en France du jeune d'origine algérienne Nahel par un policier lors d'un contrôle routier. Ainsi, le parti du Front de libération nationale (FLN) a indiqué, dans un communiqué, que cette «effroyable tragédie» révèle «le degré d'irresponsabilité dont ont fait preuve les policiers français devant un jeune sans défense», s'interrogeant sur les motifs qui ont conduit à faire feu sur le jeune franco-algérien et à «le tuer de sang-froid». Le parti a affirmé que «seules une enquête sérieuse et la punition des coupables peuvent rendre justice à la famille de Nahel et à la communauté algérienne, qui est traitée selon la politique de deux poids deux mesures». La formation politique a exprimé son soutien à la communauté algérienne pour qu'elle «jouisse de tous ses droits en vertu des lois et traités en vigueur entre les deux pays». De son côté, le parti Tajamoue Amal El-Djazaïr (TAJ) a également condamné ce meurtre en écrivant dans un communiqué : «la mort du jeune homme d'origine algérienne dans la fleur de l'âge par la police française dans un accident tragique et provocateur qui viole les droits à la vie de notre communauté de la diaspora», déclarant son soutien à tous les efforts sincères pour parvenir à la justice, la paix et à la stabilité pour tous les membres de notre communauté. D'autre part, le député du Mouvement de la société pour la paix (MSP), représentant de la communauté algérienne à l'étranger, Abdelouahab Yakouni, a condamné le meurtre du jeune homme, Nahel, en France, affirmant son rejet absolu de ce genre de violations et pratiques émis de la part d'une partie censée protéger et assurer la sécurité des personnes et sauver des vies. Le Parti invite enfin les membres de la communauté algérienne de France à faire preuve de vigilance et de calme face à la crise que traverse le pays d'accueil.

Sarah O.

JOURNÉE DU PARLEMENTARISME

L'Algérie accorde une importance majeure au changement climatique

Le Parlement national a indiqué, vendredi, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale du parlementarisme, coïncidant avec l'anniversaire de la création de l'Union interparlementaire (UIP), qu'il partageait avec les Parlements du monde leur inquiétude face à la détérioration de l'environnement à l'échelle mondiale, réaffirmant «l'intérêt majeur accordé par l'Algérie à la question du changement climatique». Présidé par Salah Goudjil, le bureau du Conseil de la nation, a indiqué dans un communiqué qu'il «partage avec les Parlements du monde leur inquiétude face à la détérioration de l'environnement à l'échelle mondiale, ainsi que leur prise de conscience quant à leur rôle dans l'élaboration de plans, de stratégies et de politiques nationales liées à la question du changement climatique, à travers les mécanismes législatifs et de contrôle en place», réaffirmant «l'intérêt majeur accordé par l'Algérie à la question du changement climatique, qui se manifeste dans la consécration de la protection de l'environnement dans la révision constitutionnelle du 1er novembre 2020, à l'initiative du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune». Il a également souligné sa contribution à la consécration d'une «gestion saine de l'environnement dans un système national global et intégré», mis en place par l'Algérie à l'effet de contribuer à «la

réduction des émissions de gaz à effet de serre et de ses répercussions sur notre pays et la région», et ce, sous l'égide d'une commission regroupant 18 secteurs ministériels, chargée d'actualiser la contribution fixée au Plan national climat (PNC) et de définir son état et ses perspectives d'avenir. A cette occasion, le bureau du Conseil de la nation a adressé ses sincères félicitations à tous les parlementaires en Algérie et dans le monde entier, saluant «leur dévouement au service de leur noble mission et leur souci de respecter leurs engagements» envers les peuples qu'ils représentent et dont ils incarnent la volonté, et ce, par «la consécration de la pratique démocratique et la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD)», mais aussi, par leur contribution, dans le cadre de leurs responsabilités constitutionnelles, à la réalisation de leurs aspirations légitimes à la liberté, la dignité, la justice, la paix, la stabilité et le bien-être». Dans ce cadre, le bureau du Conseil de la nation a salué la «pertinence» du choix du slogan de la Journée internationale du parlementarisme 2023, à savoir «Parlements pour la planète», conformément au programme mondial tracé pour l'atténuation des effets du changement climatique, le renforcement des capacités de résilience et d'adaptation à travers la mise en place de politiques respectueuses de l'environnement, conformément aux

préconisations de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et de l'Accord de Paris sur le climat. Estimant que cette journée était l'occasion d'évaluer les réalisations et de fixer le cap, le bureau de la Chambre haute du Parlement a rappelé «l'engagement» de l'Algérie à œuvrer à la «réduction progressive des émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de la Convention des Nations unies sur les changements climatiques».

CAP MAINTENU SUR LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GES

L'Algérie a fixé ses ambitions pour la période 2020-2023 en matière d'«adaptation aux changements climatiques» et de «réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES, ndlr)», notamment «l'efficacité énergétique, la promotion de l'utilisation des énergies renouvelables, l'adoption d'un nouveau modèle énergétique au titre de la politique nationale de développement, l'intégration des principes de l'économie circulaire pour une gestion intégrée et durable des déchets et l'encouragement de l'économie verte», selon la même source. L'Algérie mise sur la sensibilisation aux enjeux des changements climatiques, en mettant à contribution les secteurs de la Communication et de l'Éducation, a souligné le bureau, précisant que les parlementaires et toutes les parties concernées (organismes nationaux, collectivités

locales, académiciens, acteurs économiques et société civile) participent à ce processus stratégique. Le bureau du Conseil de la nation a mis en avant l'accompagnement du Parlement algérien à ce «processus national» qui a donné lieu à des résultats «positifs» et un «progrès notable», notamment en matière d'«énergie propre», qui constitue une priorité stratégique pour l'Algérie nouvelle dont les bases ont été posées par le président Tebboune, et ce, par l'adoption de lois pertinentes et la révision de l'arsenal juridique pour la protection de l'environnement, à l'instar de la modification de la loi relative à la gestion, à la protection et au développement des espaces verts, dont le texte modifié a été adopté par le Conseil de la nation en juin 2022, selon le communiqué. Le bureau a réitéré, à cette occasion, son soutien à tous les efforts consentis à l'échelle internationale pour protéger la vie sur la planète, appelant les parlementaires du monde entier à «harmoniser les positions afin d'amener davantage de pays à respecter les engagements découlant des conférences des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, et de faire en sorte que les acteurs assument leurs entières responsabilités, en corrigeant les dérives qui ont conduit à cette situation environnementale dangereuse».

M. S.

AFFAIRE DE L'ASSASSINAT DE NAHEL

La France épinglée par l'ONU pour racisme

Les violentes manifestations en France déclenchées après la mort du jeune Nahel, tué mardi par un policier durant un contrôle routier, se sont étendues à travers la France, à Paris dans des villes comme Marseille, Lyon, Toulouse, Strasbourg et Lille.



P.F. : DR

Malgré les tentatives de justifier, de façon mensongère, l'acte criminel du policier français par un délit de fuite inventé dans ce but, la vérité commence à éclairer d'une lumière crue un geste – tirer à bout portant sur un jeune – que les observateurs honnêtes qualifient de raciste.

C'est le moment pour la France de s'attaquer sérieusement aux profonds problèmes de racisme et de discrimination parmi les forces de l'ordre. C'est rapporté par le site ONU Info, ce qu'a déclaré, vendredi, une porte-parole du Haut-Com-

missariat des Nations unies aux droits de l'Homme (HCDH), Ravina Shamdasani, qui a pris note qu'après le meurtre d'un jeune de 17 ans d'origine nord-africaine par la police en France mardi, une enquête a été ouverte sur des allégations d'homicide volontaire. Elle a appelé les autorités françaises à « veiller à ce que le recours à la force par la police pour lutter contre les éléments violents lors de manifestations respecte toujours les principes de légalité, de nécessité, de proportionnalité, de non-discrimi-

nation, de précaution et de responsabilité ». « Toute allégation d'usage disproportionnée de la force doit faire l'objet d'une enquête rapide », a-t-elle ajouté. L'ONU rejoint ainsi le combat anti-raciste mené, en France, depuis des décennies par des associations et des personnalités ainsi que des acteurs politiques engagés dans la lutte contre les discours et les pratiques de haine de l'extrême droite qui n'hésite pas à apporter son soutien aux flics « héritiers » de Maurice Papon, de sinistre mémoire. Mal-

heureusement, les dirigeants français ne veulent pas admettre que la France abrite le racisme. « Toute accusation de racisme ou de discrimination systémique par les forces de l'ordre en France est totalement infondée », a réagi le ministère français des Affaires étrangères, dans un communiqué. Au contraire, « la France et ses forces de l'ordre luttent avec détermination contre le racisme et toutes les formes de discrimination », prétend le ministère français des Affaires étrangères, pour qui « aucun doute n'est permis ».

La référence aux immigrés est brandie par les milieux extrémistes de droite rejoints par le Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki qui a clairement établi, vendredi soir, un lien entre les émeutes en France et la présence d'immigrés. Les extrémistes de droite exigent plus de répression contre les banlieues où se trouve cette catégorie de la population. Ils ignorent les appels des élus locaux qui connaissent parfaitement la situation vécue par les jeunes dans ces quartiers « sensibles » et demandent que de vraies réponses soient apportées aux problèmes de ces Français, qui sont d'origines diverses, particulièrement les jeunes qui subissent au quotidien les abus des policiers français,

encouragés par la surenchère raciste de l'extrême droite. De son côté, le ministre français de la Justice, Eric Dupond Moretti, regarde vers les sites des réseaux sociaux et menace leurs animateurs. En France, l'explosion sociale est cyclique dans les quartiers populaires défavorisés, mis sous tension permanente. Mais cette fois, c'est d'une telle gravité que la Première ministre, Elisabeth Borne, a envisagé le déclenchement de l'état d'urgence. Elle a annoncé, vendredi, le déploiement de blindés de la gendarmerie. Au total, quatre véhicules Centaure ainsi que 14 véhicules blindés à roue de la gendarmerie. Mais, la solution est ailleurs. La crise économique en France aggravée par les conséquences de la crise ukrainienne et de la guerre qu'elle a provoquée, a accentué la détérioration des conditions sociales de pans entiers de la population française, poussés à la marginalisation et dépendants des aides diverses, contraints de vivre dans des activités informelles et précaires qui frisent la criminalité et empiètent sur elle parfois. Dans cette catégorie de la population, qui subit toutes les exclusions, les jeunes ont adopté une posture de rejet des institutions de l'État qu'ils n'hésitent pas à défier.

M'hamed Rebah

LE JEUNE FRANCO-ALGÉRIEN NAHEL INHUMÉ, HIER, À NANTERRE

« C'était un enfant, c'était un ange »

Le jeune franco-algérien, Nihel, abattu mardi par la police pour refus « présumé » d'obtempérer a été inhumé hier après-midi au cimetière du Mont Valérien à Nanterre. En fin de matinée, bien avant son enterrement de nombreuses personnes se sont rassemblées devant le bâtiment pour une cérémonie voulue intime par la famille, et surtout loin des caméras. Le corbillard a quitté le funérarium vers 12 h, selon les médias, suivi d'une cérémonie tenue à la mosquée Ibn Badis avant de diriger le défunt à sa dernière demeure. La grand-mère de l'adolescent a souhaité, dans une déclaration, l'arrêt des manifestations et des scènes de violences de peur pour la vie des jeunes manifestants. Des propos qui résument le caractère impitoyable des services de sécurité français envers les émeutiers. « C'était un enfant, c'était un ange », a déclaré pour sa part, Nicholas, une voisine de la grand-mère du défunt pour « justifier » sa tenue blanche. « Si ça avait été un adulte, j'aurais porté du noir », explique-t-elle.

« Aujourd'hui, je suis triste et en colère. Nahel était comme tous les enfants de son âge, serviable. Il passait beaucoup de temps avec sa grand-mère », se souvient-elle. Pour les avocats de la famille de Nahel, cette journée du samedi 1er juillet sera pour la famille de Nahel, « une journée de recueillement », appelant les journalistes à ne pas se présenter afin « d'accorder aux familles endeuillées l'intimité et le respect dont elles ont besoin pendant cette période difficile ».

LE TÉMOIGNAGE POIGNANT DU TROISIÈME PASSAGER

Dans un témoignage publié dans Le Parisien, le troisième passager du véhicule de la victime, qui se rendra lundi à une convocation de la police dans le cadre de l'enquête, a fait savoir qu'il était en compagnie du défunt et d'un autre ami à Nanterre à bord d'une Mercedes jaune qui leur avait été prêtée. Quelques minutes plus tard, explique-t-il, ils ont été « pris en chasse par les deux motards de la police ». Selon ces témoignages les motards arrivaient en courant et demandant aux passagers de baisser la vitre et d'éteindre le moteur. Les deux motards se sont placés sur le côté gauche de la voiture, l'un à hauteur de la portière du conducteur, et l'autre au niveau de l'aile avant.

« Nahel a baissé la fenêtre », affirme l'adolescent avant de recevoir deux coups de

crosse, gratuitement.

Selon l'adolescent, Nahel est alors « un peu sonné » et « paniqué ». « Il ne savait pas quoi faire. Il avait la tête qui tournait, il ne pouvait rien faire, même pas parler. Il était vraiment traumatisé ».

Selon le jeune homme, les policiers auraient alors « commencé à braquer Nahel ». Le policier placé près de la vitre conducteur serait alors « passé par la fenêtre » et aurait « mis un nouveau coup de crosse ». « Il a dit à Nahel "Éteins le moteur, ou je te shoote !" ». L'autre motard, placé à l'avant du véhicule, aurait renchéri en disant « un truc comme "Je vais te mettre une balle dans la tête !" ». D'après l'adolescent, Nahel aurait « essayé de se protéger, pour ne pas prendre un autre coup. Et comme il était un peu sonné, son pied s'est enlevé de la pédale de frein. Comme la voiture, c'est une automatique, elle a avancé toute seule. Le policier situé près de la fenêtre a dit à son collègue "Shoote-le !" C'est là que le motard qui était à l'avant a tiré », raconte le jeune homme au Parisien. Il explique ensuite avoir vu son copain « agoniser ». Quand la voiture s'est ensuite encastrée dans du mobilier urbain, paniqué, il a pris la fuite en courant.

LA FRANCE S'EMBRASE

Cette énième bavure policière a donné lieu à de violentes scènes d'émeutes qui ont embrasé toute la France pour dénoncer l'abus des autorités et surtout son caractère racial. Des émeutes qui ont émaillé la capitale française la nuit de mercredi à jeudi se sont élargies à d'autres villes de France et se poursuivent toujours. Le président français, Emmanuel Macron, qui a écourté son séjour à Bruxelles, pour regagner Paris a dénoncé vendredi à l'issue d'une réunion de la cellule interministérielle de crise, installée à l'occasion, « une instrumentalisation inacceptable de la mort d'un adolescent », promettant des « moyens supplémentaires » pour faire face aux émeutes, tout en félicitant les forces de l'ordre pour une réponse « rapide et efficace » face à ces émeutes. Pour faire face à l'escalade des tensions, le président a annoncé le déploiement « de moyens supplémentaires » par le ministère de l'Intérieur. Parmi lesquels un renforcement des effectifs des forces de sécurité intérieure en mobilisant des forces mobiles supplémentaires, un déploiement de véhicules blindés de la Gendarmerie nationale ainsi qu'une action renforcée des douanes pour contrôler le transport de pro-

duits interdits depuis des pays frontaliers. Le chef de l'Etat français a appelé les parents à la responsabilité en leur suggérant de garder leurs enfants chez eux. Une autre option plus restrictive n'est pas à écarter. Il s'agit de décréter l'Etat d'urgence. Cette éventualité a été déjà évoquée vendredi par la Première ministre française Elisabeth Borne lors d'une réunion avec plusieurs ministres pour faire le point sur la situation. Ce régime d'exception de 12 jours qui pourrait être renouvelé avec l'aval du Parlement est enclenché en cas de risque de troubles à l'ordre public. Cette procédure est fortement réclamée par la droite et l'extrême droite en France. L'Etat d'urgence signifie entre autres l'interdiction des manifestations, cortèges, défilés et rassemblements de personnes sur la voie publique. Dans ce cas de figure, il est aisé de comprendre que toute manifestation de rue syndicale, partis politiques ou de société civile seront ainsi bannies de la République du moins pour la durée de l'Etat d'urgence.

LA GAUCHE DÉNONCE DES ATTAQUES CONTRE LA POPULATION

Délaissées par les pouvoirs publics, les populations des quartiers populaires, issues de l'immigration pour la plupart, ont maintes fois exprimé leur ras-le-bol et dénoncé le racisme, la ségrégation et la marginalisation auxquels elles sont soumises. La gauche française notamment les maires des villes concernées par les violences des derniers jours se demandent à juste titre pourquoi cet acharnement et cet abandon des villes et autres quartiers populaires, tout en critiquant ouvertement la politique du gouvernement à l'égard des banlieues comme des services publics, dont la police.

Sur Facebook, le maire PCF de Bonneuil-sur-Marne Denis Ömür Öztörün s'exprime longuement et s'interroge : « À quand les propositions pour les villes et quartiers populaires ? », « Pourquoi on tue des gamins de 17 ans sans raison ? Pourquoi on attaque nos populations sans cesse : retraite, chômage, pouvoir d'achat, etc ? » Le maire PCF de Montreuil Patrice Bessac, dans un entretien avec Libération, rejoint son collègue et demande une évolution de la police républicaine, qui « doit devenir intolérante au phénomène de discrimination et de brutalité ».

Selon l'éditorialiste française Paul Vergnol, le pouvoir en France déjà fragilisé par le mouvement social des retraités, redoute le retour du scénario de 2005 où toute la Fran-

ce s'est embrasée durant trois semaines après la mort de Zyed Benna, 17 ans, et Bouna Traoré, 15 ans, électrocutés alors qu'ils tentaient d'échapper à un contrôle de police.

Il estime que la mort de Nahel causée par des policiers qui n'ont plus grand-chose de « gardiens de la paix » et à qui la loi de 2017 a octroyé un « permis de tuer », devrait susciter un électrochoc pour toute la société sur la réalité des violences policières. L'état de la police française, de l'institution – et non de l'ensemble de ses agents –, est un symptôme alarmant de l'état de déliquescence de la promesse républicaine et des dangers qui guettent. Avec ce nouveau drame, la faille de l'engrenage sécuritaire est patente, a-t-il écrit dans son Edito. Un avis que les racistes et radicaux français de la droite et de l'extrême droite incarnés ici par les services de sécurité ne partagent aucunement. Les syndicats de policiers Alliance et UNSA affichent clairement une attitude raciale et brutale. Dans un communiqué, les deux syndicats affirment être « en guerre » contre des « hordes sauvages ». « Demander le calme ne suffit plus, il faut l'imposer », poursuit le texte, avant de se faire menaçant : « nous serons en résistance et le gouvernement devra en prendre conscience ». Un vrai défi qui vient ainsi d'être lancé au Gouvernement de Macron. Mais le racisme en France n'est pas seulement l'œuvre de la police mais aussi des gouvernements qui ont délaissé les quartiers populaires livrés à eux-mêmes.

Pour le moment l'option sécuritaire semble la plus privilégiée par les responsables français. En plus de l'Etat d'urgence qui pourrait être annoncée, le ministère de l'Intérieur a déjà déployé les grands moyens. La Brigade de recherche et d'intervention (BRI), notamment à Nanterre et à Paris, ainsi que les forces du RAID et du GIGN, ont été mobilisés. 40 000 policiers ont été déployés pour faire face aux manifestations.

Si les yeux étaient braqués sur le comité interministériel des villes, tenu vendredi après avoir été déplacé de Chanteloup-les-Vignes (Yvelines) à Matignon, qui devait apporter des solutions à la crise, Elisabeth Borne s'est finalement contentée d'indiquer qu'un nouveau comité aurait lieu prochainement pour annoncer des mesures en faveur des quartiers populaires et que le message qu'elle voulait adresser était de « faire bloc pour répondre à l'urgence comme pour préparer l'avenir ».

Brahim O.

OUVERTURE DEMAIN DES TRAVAUX DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES AMIS DE LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

Joaquim Alberto Chissano, un invité de marque

Annoncée lors du Colloque international des amis de la révolution algérienne, tenu à Alger les 17 et 18 mai 2022, la création de l'Association internationale des amis de la Révolution algérienne, a eu pour objectif la préservation des valeurs et principes de la Révolution du 1er novembre 1954, dont se sont inspirées de nombreuses autres révolutions en Afrique, en Amérique Latine et en Asie, notamment le Vietnam et l'Afrique du Sud.



Joaquim Alberto Chissano

L'Algérie reste ainsi fidèle aux partisans de la révolution de libération, qui ont défendu la voie de la lutte pour cette juste cause, entre dirigeants, hommes de pensée et de culture, médecins, journalistes et avocats, et notamment pour leurs prises de position honorables et leur soutien à la juste cause algérienne. Une Asso-

ciation pour célébrer les étrangers qui ont servi la révolution, de tous pays et continents, en reconnaissance de la gratitude apportée par ces personnalités en termes de soutien et d'appui matériel et moral. L'année précédente, 54 amis de l'Algérie, parmi eux des professeurs, des chercheurs et des historiens, d'Égypte, de Tunisie, de Libye, d'Arabie saoudite, de Tanzanie, du Congo, de Cuba, du Chili, de France et d'Italie, ont été honorés par le ministre des Moudjahidine, pour

leur rejet du colonialisme. En prévision de l'entame des travaux de l'Assemblée constituante de l'Association, prévu demain au Centre International de Conférence Abdelatif Rahal, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laïd Rebiga, a reçu, au niveau de la salle d'honneur présidentielle de l'aéroport international Houari Boumediène, l'ancien président du Mozambique Joaquim Alberto Chissano, en tant que participant le plus éminent aux activités de l'Assemblée

constituante des amis de la Révolution. Pour rappel, le président Tebboune avait décerné, à l'occasion des festivités du 60e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale, la Médaille des amis de la Révolution au journaliste italien Bernardo Valli, en reconnaissance de ses prises de positions honorables à l'égard de la glorieuse guerre de Libération nationale et son appui au combat du peuple algérien pour la Liberté et l'Indépendance.

H. S. A.

53E SESSION DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

La reprise des missions techniques au Sahara occidental évoquée

En marge de la 53e session du Conseil des droits de l'Homme (CDH), qui se tient à Genève du 19 juin au 14 juillet, le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme (HCDH), Volker Türk, a déclaré que le mépris de la vie humaine a atteint des niveaux douloureux à la lumière du déclenchement quotidien de la guerre et de la violence dans de nombreuses régions. Dans un discours élargi devant le Conseil, le responsable a évoqué la situation dans divers pays du monde, y compris un certain nombre de pays arabes, indiquant que 25 % de la population vit dans des zones touchées par des conflits, dont les civils sont les plus touchés. Pour Volker Türk, la paix est précieuse mais fragile, soulignant la nécessité de la parraîner et de la soutenir, avant tout, en respectant la Charte des Nations unies et le droit international, y compris les droits de l'Homme. Alors que le monde est confronté à d'énormes défis, notamment les conflits, la discrimination, la pauvreté et les restrictions de l'espace civique, Türk a mis en avant la nécessité d'une nouvelle réflexion, de nouveaux engagements et d'un financement considérablement accru, avec les droits de l'Homme au centre de tous les efforts, pour relever tous ces défis. En ce qui concerne le Sahara occidental, alors que la dernière visite du Bureau des droits de l'Homme des Nations unies remonte à près de 8 ans, en raison de l'opposition de l'occupation marocaine, le Haut-Commissaire a souligné l'importance pour le Bureau d'être à nouveau en mesure d'entreprendre des missions significatives dans la région, notamment la reprise de ses missions techniques, souhaitant que les efforts

déployés en ce sens bénéficient du soutien nécessaire pour permettre l'accès des missions techniques de son bureau à ces territoires. Des déclarations saluées par le représentant du Front Polisario auprès de la Suisse, des Nations unies et des organisations internationales à Genève, Bachir Oubi Bouchraya, lequel a affirmé que la déclaration du Haut-Commissaire aux droits de l'Homme sur l'importance des missions techniques du HCDH au Sahara occidental est un bon signe, mais elle n'aura d'impact réel que si elle marque le début d'un processus à même de mettre fin aux violations systématiques des droits de l'homme commises

au Sahara occidental au vu et au su de l'ONU et de la Minurso. Rappelons à cet effet que les missions techniques de l'ONU au Sahara occidental sont en suspens, compte tenu du refus des autorités coloniales marocaines, qui persistent à refuser l'accès aux ONG, avocats et juristes, et même à l'envoyé personnel du SG de l'ONU, de rencontrer des militants sahraouis des droits de l'Homme dans les territoires occupés, dans le cadre de sa mission. À ce titre, Bouchraya a déclaré que la suspension des missions techniques a profité, les dernières années, du mutisme de l'ONU.

Hamid Si Ahmed

AFFAIRE DES FRÈRES KOUNINEF

La Cour suprême refuse de rejurer Sellal, Ouyahia et Bedoui

La Cour suprême a refusé de rejurer 10 ministres du gouvernement Bouteflika, dont les trois anciens premiers ministres Abdelmalek Sellal, Ahmed Ouyahia, et Noureddine Bedoui, poursuivis dans des affaires de corruption. Selon des sources médiatiques, la chambre criminelle de la Cour suprême a rendu, jeudi 22 juin, sa décision de confirmer les arrêts rendus par la dixième chambre criminelle de la cour d'Alger, et acceptés par le Pôle pénal économique et

financier de Sidi M'hamed, contre 10 anciens ministres et leurs proches poursuivis dans un dossier de corruption. Dans cette affaire, il est également impliqué l'ancien ministre des Transports et des Travaux publics Ammar Ghoul, les anciens ministres des Ressources en eau, Hocine Necib et Arezki Berraki, ainsi que l'ancien ministre des Finances, Mohammed Loukal et Abdelhamid Temmar en sa qualité de ministre de la Participation et de la Promotion des

investissements, et l'ancien ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Iman Houada Feraoun et d'autres accusés. Le dossier de corruption dans lequel ces ministres ont été condamnés porte sur l'attribution de marchés pour la réalisation de projets dans de nombreux secteurs tels que l'hydraulique, les travaux publics, les zones industrielles, et la privatisation d'établissements publics, au profit des frères Kouninef.

S. O.

OBJET D'UN FORUM ORGANISÉ PAR LE CONSEIL DES JOURNALISTES ALGÉRIENS

Préparer la riposte contre les campagnes anti-algériennes

Le bureau du Conseil national des journalistes algériens, en coordination avec les bureaux de wilaya de Batna ont organisé hier le premier forum national intitulé « Presse nationale et stratégies de lutte contre les campagnes médiatiques hostiles » à l'amphithéâtre du Centre de recherche scientifique de l'Université de Batna 2. Selon un communiqué des organisateurs, ledit forum a connu la participation du wali de Batna et de plusieurs membres des deux chambres du parlement, et la participation du président de l'Union des écrivains et journalistes sahraouis, Nafai Ahmed Mohamed, et le président par intérim du conseil, Ammar chriti, ainsi qu'un certain nombre de personnalités médiatiques connus à l'échelle nationale, en plus de professeurs universitaires. Les organisateurs ont choisi ce thème à la lumière des attaques médiatiques auxquelles l'Algérie est exposée notamment de la part de certaines parties internationales, et le choix est sorti de l'appel du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de sa dernière rencontre avec la presse, pour un média national qui joue son rôle dans la dissuasion des ennemis de la patrie et face aux attaques extérieures que subit le pays

Sarah O.

SÉRIE DE FILMS DOCUMENTAIRES SUR LA MÉMOIRE NATIONALE À MASCARA

« Mère de militants, berceau de la jeunesse rebelle »

La direction des Moudjahidine et ayants-droit de la wilaya de Mascara a réalisé une série de films documentaires sur la Mémoire nationale de la région, sous l'intitulé "Mère de militants, berceau de la jeunesse rebelle", a appris hier l'APS du directeur de cette instance, Khelifi Bahloul Khelifa. Cette série comprend quatre parties dont le tournage a été achevé dernièrement à travers plusieurs régions de la wilaya et ce, en collaboration avec la direction de la Jeunesse et des Sports et l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM). Cette série met en lumière les étapes historiques dont la wilaya a été témoin durant la période de 1830 à 1862, traitant de la résistance populaire menée par l'Emir Abdelkader contre le colonisateur français, du mouvement national (1926 à 1954) et de la glorieuse guerre de libération nationale. Ces documentaires traitent également des batailles et des opérations de "fida" les plus importantes que la région a vécues durant la guerre de libération, mettant en évidence les pratiques répressives brutales de l'armée d'occupation française contre la population, au cours de la même période, notamment les centres de torture, selon le même responsable. Le rôle des zaouias dans la résistance à l'occupation française est également mis en exergue, ainsi que le rôle des femmes de Mascara, concernant l'aspect sanitaire lors de la glorieuse guerre de libération. Cette série est soutenue par des témoignages vivants de moudjahidine, ainsi que par des professeurs universitaires et des chercheurs spécialisés dans l'histoire de la guerre de libération. Khelifi Bahloul a révélé que le premier documentaire de cette série sera programmé, le 5 juillet prochain à Mascara, lors de la célébration du 61e anniversaire de l'indépendance. Cette œuvre documentaire sera également accessible aux étudiants, professeurs d'université et chercheurs, ainsi qu'aux personnes intéressées par l'histoire de la glorieuse guerre de libération, avec des projections prévues dans des établissements scolaires, de formation, de jeunesse et culturels à l'intérieur et à l'extérieur de la wilaya. L'objectif de cette initiative est de préserver la Mémoire nationale, contribuer à l'écriture de l'histoire de la wilaya et de faire connaître à la jeune génération l'histoire de la région.

R. N.

CONTRÔLE ET STABILISATION DES PRIX

La mesure ministérielle à l'épreuve du terrain

Bien que l'annonce du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, concernant le lancement de l'analyse des structures de prix de certains produits de consommation en vue de faire face à la hausse anarchique des prix, soit saluée, les autorités compétentes sont appelées à mettre en œuvre « rapidement » et « concrètement » cette mesure sur le terrain.



C'est en effet ce qu'a réclamé, Hichem Sfer, membre de la commission des finances et du budget à l'APN, qui a dénoncé la hausse anarchique des prix des produits de très large consommation en Algérie, au moment où ceux-ci ont enregistré une baisse importante sur le marché mondial. Selon le député, cette situation est « inacceptable » et nécessite d'être rapidement prise en

main. Selon le dernier rapport de la FAO pour le mois de mai 2023, publié juin passé, les prix des produits alimentaires ont baissé de 2,6%.

À titre d'exemple, le prix des huiles végétales a reculé, selon le même rapport de 8,7%, et ceux du blé de 3,5%, tandis que les prix des céréales ont reculé de 25,3% annuellement. Pour rappel, lors d'une visite sur le terrain effectuée, mercredi au premier jour de l'Aïd El-Adha, dans certaines communes

d'Alger pour s'enquérir du respect des commerçants du système de permanence et la disponibilité des produits de large consommation mis en place par les services du ministère, le ministre du Commerce, Tayeb Zitouni, a fait savoir qu'il est procédé actuellement à l'analyse des structures de prix de certains produits et à leur comparaison avec les prix sur les bourses mondiales. Après avoir écouté des jeunes se plaindre de la hausse des prix

de certains produits, tels que le café, Zitouni avait déclaré : « Nous continuerons à mobiliser les équipes de surveillance économique pour enquêter sur les prix et les produits sur les marchés et renforcer les moyens de communication avec les acteurs dans le domaine du commerce et les consommateurs, afin de déterminer les responsabilités depuis le point de sortie du produit jusqu'à son arrivée au consommateur ».

Ania Nch

PRÉVENTION DE L'INVASION DU CRIQUET

Le plan de lutte déployé au sud-ouest

Dans le cadre de la lutte préventive contre l'invasion du criquet ravageur, et après l'infiltration de quelques petits essaims en Algérie le 19 mai 2023 par la frontière sud-ouest, les services du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, représentés par l'Institut national de la protection des végétaux, ont mobilisé tous les moyens humains et matériels nécessaires pour faire face à ce dangereux ravageur.

De ce fait, le ministère a indiqué dans un communiqué que plus de 2 500 hectares ont été traités dans chacune des wilayas de Tindouf, Béchar et Adrar, à l'aide de camions pulvérisateurs, ainsi que de moyens aériens mobilisés par les services du ministère de la Défense nationale. Les groupes acridiens suivis ont été totalement traités par les équipes spécialisées et la situation a été totalement maîtrisée.

Au niveau régional, précise la même source, un mouvement inhabituel de criquets a été observé dans les zones de reproduction estivale, plus précisément dans le nord de la Mauritanie, et cela est principalement dû au comportement naturel que les criquets adoptent, lors du déplacement des zones de reproduction printanière vers les zones de reproduction estivale. À cet effet, et afin de faire face de manière préventive à ce danger qui peut s'aggraver lors de la phase de reproduction estivale dans les pays du Sahel africain, un plan d'intervention préventif et volontariste a été approuvé lors de la réunion tenue du 05 au 09 juin 2023 dans la ville de Oran, du Comité Exécutif de la Commission de Lutte Antiacridienne en Région Occidentale pour l'Afrique (CLCPRO), actuellement présidé par l'Algérie et en présence des dix pays membres. Ce plan opérationnel entré en



vigueur au moins de juin en mobilisant toutes les capacités matérielles et humaines, en utilisant des moyens d'intervention pour tous les pays de la région occidentale de l'Afrique, ainsi que des techniciens spécialisés des unités de lutte antiacridienne des pays concernés, pour renforcer l'exploration système actuellement en place pour surveiller les déplacements des criquets dans les pays

sahéliens d'Afrique, en particulier la République mauritanienne. Afin d'incarner les décisions de la Commission, l'Algérie appuiera le plan de travail en envoyant des explorateurs expérimentés au cours du mois de juillet en cours pour effectuer des opérations d'exploration et de traitement dans les zones de reproduction estivale en Mauritanie.

Sarah O.

RÉSEAUX SOCIAUX

Algérie poste met en garde contre les fausses pages

Algérie poste a mis en garde ses clients contre certaines fausses pages portant le logo de l'entreprise qui pourraient diffuser des fake-news ou exploiter des données personnelles à des fins suspectes. Dans une publication sur sa page Facebook, Algérie Poste a indiqué que ses pages officielles sur les sites de réseaux sociaux Facebook, Instagram, Twitter et LinkedIn sont les pages fiables et badgées bleues. Mettant en garde contre certaines fausses pages portant le nom et le logo d'« Algérie poste » qui peuvent publier de fausses informations ou exploiter des données personnelles à des fins suspectes. Dans ce cadre l'entreprise a appelé ses clients à ne pas partager leurs informations personnelles avant de vérifier la crédibilité de la page.

S. O.

TROIS JOURS APRÈS L'AÏD EL-ADHA L'activité commerciale peine à reprendre

En dépit des mesures prises ces dernières années, beaucoup de commerçants s'entêtent à imposer leur dictat. Bien que les trois jours de fête de l'Aïd El-Adha se soient écoulés, l'activité commerciale peinait hier samedi à reprendre au niveau des différentes villes du pays. Les magasins et superettes ayant levé rideaux se sont fait rares, tandis que la plupart des commerces ont décidé de prolonger leur repos. En effet, le programme de permanence instauré par le ministère du Commerce pendant les jours de fête, pour ne pas pénaliser les citoyens, ne suffit pas à dissuader les commerçants récalcitrants de rompre avec les mauvaises pratiques. Preuve en est que trois jours après l'Aïd, il a été difficile pour les habitants des grandes villes et surtout des villages de faire leurs emplettes au niveau des différents commerces, puisque ceux-ci sont restés fermés. Que ce soit pour s'acheter du pain, du lait, des légumes ou encore de la viande, le parcours a du être un peu long pour les citoyens qui pour les plus matinaux se sont crus réveillés dans des villes fantômes. Faut dire que sur le terrain la réalité est telle que citée, les bilans du ministère du Commerce font état quant à eux à chaque fois d'un respect quasi-total des permanences. Dans un communiqué publié, vendredi, ce département ministériel a indiqué que quelques 52 397 commerçants ont respecté le dispositif de permanence le troisième jour de l'Aïd El-Adha. En revanche, avait souligné la même source, 12 commerçants n'ont pas honoré leur engagement, et ce, dans 6 wilayas, à savoir Batna 3, El Oued 2, Mostaganem 3, Tlemcen 1, Skikda 1 et El-Tarf 2.

A. Nch

FUITE DES PREMIÈRES CORRECTIONS DES COPIES DE L'EXAMEN BAC : Des notes au-dessous de la moyenne

Comme ça été le cas pour le BEM, les résultats des premières corrections des copies d'examens du Baccalauréat session juin 2023 ont fuité ça et là, donnant un aperçu de ce qui a été fait par les candidats durant le déroulement des épreuves. D'après des informations rapportées par les médias, des notes au-dessous de la moyenne ont été obtenues dans la majorité des matières essentielles pour chaque filière à l'exception de la philosophie pour les candidats de la branche lettres et philosophie, qui ont obtenu des notes plutôt acceptables. Toujours selon les mêmes échos, la mention « excellent » n'a pas encore été constatée en attendant la deuxième correction et la troisième si celle-ci est envisagée. Il faut savoir que l'opération de correction a été momentanément arrêtée pour permettre aux enseignants chargés de cette mission de passer l'Aïd chez eux. La correction a repris hier au niveau des centres dédiés à cette opération.

A. Nch

**S
T
R
O
P
S**

LA PARTIE ÉGYPTIENNE
A FAIT MACHINE ARRIÈRE

Pas de match amical entre l'Algérie et l'Égypte

Le match amical prévu en septembre entre l'Égypte et l'Algérie n'aura finalement pas lieu.

Tout indique que les Pharaons ont refusé de croiser le fer avec les Fennecs. La preuve, la Fédération égyptienne de football vient d'annoncer, d'une manière officielle, la programmation, pour le 12 septembre prochain, d'un match amical contre le Maroc, alors qu'initialement, cette date était retenue pour un probable Algérie-Égypte.

Mais pour quelle raison les Pharaons ont fait machine arrière ? C'est la question que se pose tout le monde et à laquelle il est difficile de trouver une réponse valable. Cela n'a pas empêché certains d'évoquer les rivalités entre nations voisines qui suscitent toujours un intérêt passionné. Parmi celles-ci, l'affrontement légendaire entre l'Égypte et l'Algérie occupe une place



Phs : DR

prépondérante.

Ces deux nations du football africain ont connu des duels mémorables, souvent marqués par des rencontres passionnées et un engouement démesuré de leurs supporters respectifs. La version officielle de l'annulation des retrouvailles algéro-égyptiennes fait état d'un problème de logistique rencontré par l'Égypte. Le sélectionneur portugais de l'équipe égyptienne, Rui Vitoria aurait préféré jouer cette rencontre au Caire afin de ne pas perturber la préparation de l'équipe en vue du match officiel contre l'Éthiopie. Une rencontre qui s'inscrit

dans le cadre des qualifications pour la Coupe d'Afrique des Nations 2023. Toutefois, certains observateurs émettent des hypothèses plus audacieuses quant aux véritables raisons derrière cette décision. Une possibilité envisagée serait la crainte de l'Égypte d'affronter l'Algérie sur ses terres, se remémorant le dernier revers subi contre les Verts dans leur antre.

Pour mémoire, Les Pharaons restent sur une défaite en Algérie (3-1) bien que cela remonte à une période lointaine, en 2009, dans le cadre des éliminatoires de la Coupe du Monde 2010. De plus, l'at-

mosphère bouillonnante qui règne lors des matchs en Algérie, comme lors du dernier affrontement contre la Tunisie à Annaba, où l'Égypte a été témoin d'une ambiance fébrile dans un match soldé par un résultat de 1-1, pourrait également justifier cette crainte.

Cela soulève la question de savoir si l'Égypte, avec sa décision de se dérober à cette confrontation amicale, avait réellement des raisons logistiques valables ou si elle cherchait simplement à éviter une rencontre potentiellement éprouvante contre l'Algérie.

Hakim S.

ALORS QU'OUNAS EST INDÉSIRABLE À LILLE

Fin de l'aventure de Slimani à Anderlecht

L'aventure de l'attaquant international algérien, Islam Slimani, avec son club belge, Anderlecht, n'aura finalement duré que l'espace de six mois. Le meilleur buteur de l'histoire des Verts a décidé de changer d'air, et ce, en dépit du désir de son club de le garder en vue de la saison prochaine.

Les raisons de ce refus ont trait à l'aspect financier. C'est du moins ce que rapporte la presse belge, tout en précisant que le joueur de 35 ans souhaitait bien rempiler, sauf que la proposition financière de ses désormais ex-dirigeants ne lui a pas plu. Elle ne répondait nullement à ses espérances. En effet, la direction d'Anderlecht a proposé à l'ancien joueur du CR Belouizdad un contrat d'une année avec une augmentation de son salaire. Cependant, cette dernière proposition est tributaire de son rendement sur le



terrain, souligne-t-on de même source.

Une proposition qui n'a pas été du goût de l'attaquant algérien, estimant que ses dirigeants ne lui faisaient pas entière confiance, surtout après avoir engagé des contacts avec un autre joueur qui évolue dans le même poste que lui. Pourtant, Slimani

avait brillé lors des six mois précédents en s'imposant comme le meilleur buteur de sa nouvelle équipe qu'il avait rejoint en janvier en provenance de Brest. Connu pour ses changements fréquents de club, Slimani devra vite trouver un point de chute, s'il veut participer à la prochaine coupe d'Afrique des nations

qui aura lieu en janvier 2024 en Côte d'Ivoire, un rendez-vous qui devrait être son dernier sous le maillot des Verts, même si, connaissant le joueur, ce dernier continue à s'accrocher, comme l'a si bien remarqué l'entraîneur national, Djamel Belmadi, lui-même. Pour sa part, l'autre international algérien, Adem Ounas, serait en situation délicate au sein de son club français, Lille. La direction de la formation du nord français serait en train de tout faire pour le pousser vers la sortie, après l'avoir engagé l'été dernier en provenance de Naples.

D'ailleurs, les dirigeants lillois se sont déjà mis à la recherche d'un ailier pour éventuellement suppléer à Ounas qui serait convoité du côté des pays du Golfe où on lui aurait proposé un salaire annuel dépassant les deux millions d'euros.

H. S.

JEUX SPORTIFS ARABES 2023

FOOTBALL Aït Mohamed dévoile la liste des 23 joueurs algériens

Le sélectionneur national Rachid Aït Mohamed a dévoilé vendredi la liste des 23 joueurs retenus pour le tournoi de football des Jeux sportifs arabes prévu du 2 au 15 juillet 2023 à Constantine et Annaba.

La sélection nationale U23 sera à pied d'œuvre à Annaba dans la soirée (19h00) de ce vendredi 30 juin 2023. Rachid Aït Mohamed devrait animer un point de presse dans la mi-journée du samedi 1er juillet au stade du 19 mai 1956 en prévision de cette joute, selon la FAF. En prévision des Jeux sportifs arabes 2023, la sélection algérienne avait bouclé lundi dernier son stage de pré-sélection entamé le vendredi 23 juin à Rouiba. Logée dans le groupe A, l'Algérie entamera le



tournoi dimanche face à Oman au stade du 19 mai 1956 d'Annaba (21h00). Le match d'ouverture opposera un peu plus tôt dans la journée le Liban au Soudan (17h30), les deux autres pensionnaires du groupe A.

LA LISTE DES 23 JOUEURS :

- **Gardiens de but** : Abed Sofiance (CS Constantine), Maachou Redouane (CR Belouizdad), Boualem Hamza (USM Alger)
- **Défenseurs** : Reguieg Mohamed Imad (MC Oran), Menezla Abdelkader (MC Alger), Hamra Abderrahim (ASO Chlef), Bounacer Abdessamad (USM Alger), Nechat Djabri Farès (J

Kabylie), Zeghad Yacine (NC Magra), Zendaoui Mohamed (Paradou AC)

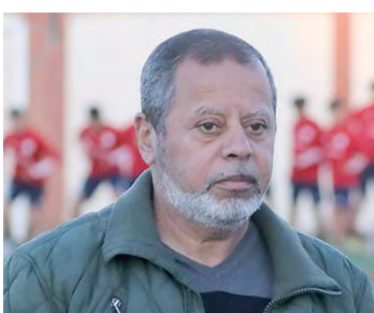
- **Milieux de terrain** : Slimani Mehdi (MC Alger), Benzi Nacer Marouane (MC El Bayadh), Kerroum Mohamed (Paradou AC), Zermane Islam (CS Constantine), Benhaoua Oussama (MC Alger), Ait El Hadj Mohamed (USM Alger), Chekal Affari Hadji (CS Constantine), Bouras Akram (CR Belouizdad)
- **Attaquants** : Djenidi Mohamed (USM Alger), Nait Salem Massinissa (JS Kabylie), Aouissi Youcef (ES Setif), Temime Moundir (CS Constantine), Sryer Boualem (ASO Chlef).

MUSTAPHA BISKRI, DTN DE LA FAF :

«On jouera nos chances à fond»

L'équipe nationale de football des moins de 23 ans (U23) abordera dimanche le tournoi des Jeux sportifs arabes Algérie-2023 avec l'intention de "jouer ses chances à fond", a indiqué à l'APS le Directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne de Football (FAF) Mustapha Biskri. "On jouera nos chances à fond dans ce tournoi. L'Algérie a hérité d'un groupe (A) assez équilibré, et le plus important est de réussir nos débuts dans cette compétition", a-t-il affirmé. Logée dans le groupe A, l'Algérie entamera le tournoi dimanche face à Oman au stade du 19 mai 1956 d'Annaba (21h00). Le match d'ouverture opposera un peu plus tôt dans la journée le Liban au Soudan (17h30), les deux autres pensionnaires du groupe A. La DTN a chargé le Chef de départ-

tement de Développement et Elite au sein de cette structure, Rachid Aït Mohamed, pour diriger les U23 durant cette manifestation sportive. Il sera assisté dans sa tâche par Badreddine Dahmane, directeur technique régional d'Alger (DTR) et Abdessamad Nasser, directeur régional d'Annaba comme préparateur physique, alors que Branci Boukhalifa de l'Académie de football de Sidi Bel Abbès sera l'entraîneur des gardiens de but. "Aït Mohamed est avant tout un entraîneur, la DTN a jeté son dévolu sur ses services pour diriger la sélection U23 durant ce tournoi, on ne pouvait pas engager un nouveau sélectionneur juste pour cette échéance", a expliqué Biskri. A cinq journées de la fin du championnat de Ligue 1 Mobilis, fixée au 15 juillet, le staff technique "temporaire"



des U23 a été obligé de revoir la liste des joueurs convoqués pour les Jeux sportifs arabes, en raison de la montée au créneau de certains clubs qui ont refusé de libérer leurs joueurs pour ce rendez-vous. Biskri a tenu à expliquer cette situation : "dans un premier temps, l'Union arabe de football Association (UAF) nous a signifié que ce tournoi va se jouer avec les U17, avant que les choses ne

changent en décidant d'engager les U20, à ce moment-là nous étions prêts à faire participer la sélection U17 pour lui permettre d'acquiescer plus d'expérience. Mais grande fut notre surprise il y a trois semaines, de recevoir un courrier de l'instance arabe nous demandant de faire jouer les U23. La liste de joueurs présélectionnés dévoilée auparavant a été établie sur la base d'une fin de championnat le 4 juillet, mais avec la modification du calendrier, notre programme a été complètement chamboulé." Et d'enchaîner : "Les clubs sont dans leur droit de retenir leurs joueurs, surtout ceux qui jouent pour le maintien. Nous avons alors trouvé la solution d'apporter des changements à cette liste en faisant appel à des joueurs moins connus mais qui ont du potentiel, histoire de ne pas pénaliser les clubs et pour pouvoir aussi terminer l'exercice le 15 juillet." L'équipe nationale des U23 avait échoué à se qualifier pour la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023, qualificative aux Jeux olympiques JO-2024 de Paris, en se faisant éliminer au 3e et dernier tour qualificatif en mars dernier par le Ghana (aller à Annaba : 1-1, retour à Kumasi : 0-1). Huit sélections scindées en deux groupes de quatre prendront part au tournoi de football des Jeux sportifs arabes prévu du 2 au 14 juillet. Trois stades ont été retenus pour abriter le tournoi : Chahid Hamlaoui de Constantine, celui du 19 mai 1956 et Chabou d'Annaba. La poule B comprend l'Arabie saoudite, la Syrie, la Palestine et la Mauritanie. Les deux premiers de chaque poule se qualifient aux demi-finales.

La sélection algérienne d'athlétisme à pied d'œuvre à Oran

La sélection algérienne d'athlétisme a rallié, samedi, Oran en prévision de sa participation aux Jeux sportifs arabes qu'abritent cinq villes algériennes du 5 au 15 juillet en cours, a-t-on appris des organisateurs. Les membres de cette délégation, composée, entre autres, de 95 athlètes, ont rejoint directement leur lieu de résidence au niveau du village des Jeux sportifs arabes, celui-là même qui avait accueilli les sportifs lors de la précédente édition des Jeux méditerranéens tenus à Oran, lors de l'été 2022, a indiqué à l'APS le Président de la Ligue oranaise d'athlétisme et membre du comité d'organisation du pôle d'Oran, Brahim Ammour. Cet ancien international en athlétisme a, en outre, affiché son optimisme quant aux capacités des sportifs algériens de s'ajuster la part de lion en matière des médailles, "au regard de la belle forme qu'ils ont affichée lors des dernières compétitions internationales", a-t-il dit, tablant notamment sur les spécialistes dans les courses de demi-fond. Par ailleurs, le même responsable a assuré que le stade Miloud Hadefi, théâtre des épreuves d'athlétisme, est "fin prêt" pour accueillir la compétition, "comme vérifié lors du meeting national d'athlétisme organisé au même site, la semaine passée", a-t-il encore précisé. Même cas de figure pour le stade annexe qui a été retenu pour les entraînements des sportifs participants aux Jeux sportifs arabes, a informé Brahim Ammour. Outre l'athlétisme, quatre autres disciplines sportives sont programmées à Oran, à savoir le handball (hommes), la gymnastique, la natation et les boules. Les autres spécialités auront lieu à Alger, Tipasa, Constantine et Annaba.

La sélection dames de cyclisme en stage de préparation à Zéralda

La sélection algérienne (seniors/dames) de cyclisme sur route, forte de huit athlètes, entrera en stage bloqué du 1er au 5 juillet à Zéralda, dans le cadre de sa préparation en prévision des Jeux sportifs arabes, qui auront lieu du 5 au 15 du même mois en Algérie, a appris l'APS vendredi auprès de la Fédération (FAC). "Les huit représentantes nationales ont été sélectionnées à l'issue du championnat national sur route, clôturé la semaine dernière" a précisé l'instance fédérale dans un bref communiqué, diffusé sur son site officiel. Il s'agit de Chahra Azzouz, Yasmine El Meddah, Khadidja Laroui, Sihem Bousebaâ, Hosna Bellili, Yamina Bouyagour, Imène Meldji, et Nesrine Houli. Outre les épreuves du contre-la-montre individuel et par équipes, la sélection nationale (dames) sera engagée dans la course générale individuelle, a-t-on encore précisé de même source. Des épreuves qui, suivant le programme de compétition dévoilé par les organisateurs, se dérouleront entre le 9 et le 13 juillet prochain dans la wilaya de Tipasa. A la sélection nationale (messieurs), forte de 11 athlètes, sera elle aussi en stage bloqué du 1er au 5 juillet à Zéralda, dans le cadre de sa préparation en prévision de ces mêmes Jeux sportifs arabes. Elle se compose de Youcef Reguigui, Hamza Amari, Hamza Yacine, Abderraouf Bengayou, Oussama Cheblouli, Ayoub Ferkous, Abdelkrim Ferkous, Ayoub Sahiri, Abderrahmane Kessir, Mohamed Amine Nehari et Abdallah Benyoucef.

FRANCE

Galtier, la belle image brouillée

Technicien à poigne, réputé pour ses talents de communicant, Christophe Galtier a brouillé sa belle image en une saison sur le banc du Paris SG, où des accusations portant sur des propos discriminatoires liés à son passé niçois ont ressurgi.

Le club de la capitale, en quête d'un profil français, a jeté son dévolu à l'été 2021 sur le Marseillais d'origine, crédité d'une réputation flatteuse à Saint-Etienne (2009-2017) et Lille (2017-2021), avant une saison plus mitigée à Nice (2021-2022). Galtier, 56 ans, c'est un caractère bien trempé, un technicien qui se veut juste et intègre, une recrue en forme de contre-pied pour les propriétaires qataris, à la recherche d'un profil moins "bling-bling" que ses prédécesseurs. "C'est un séducteur dans le bon sens du terme. Il a suivi une formation de communication quand il était plus jeune. C'est un élément important de son métier", disait alors de lui Philippe Lyon, ancien directeur de la communication des Verts. A Paris, il monte constamment au créneau pour vanter Lionel Messi, malgré les sifflets du Parc des Princes, se montre très élogieux avec Neymar et s'affiche tout sourire aux côtés de Kylian Mbappé, troisième vedette d'une attaque dorée.

CHAR À VOILE

"Il est ouvert à la discussion avec les joueurs phares de son équipe mais aussi l'ensemble des joueurs pour leur témoigner aussi de leur importance. Il fait adhérer tout le monde. C'est un fédérateur", résumait avant le début de saison Alain Blachon, un des ses adjoints à Saint-Etienne. La musique est douce, mais la communication de "Galette" déraile par

L'APOGÉE À LILLE

L'ancien défenseur, formé à Marseille et passé par Lille, Toulouse, Monza et au

MERCATO

Chelsea va empocher 250 M€!

Après deux fenêtres de transferts à dépenser à tout-va, Chelsea est en passe d'enregistrer 250 M€ de ventes en quelques jours.

250 M€ RÉCUPÉRÉS EN QUELQUES JOURS

Grâce aux ventes combinées de Kalidou Koulibaly (23 M€), Édouard Mendy (18 M€), Ruben Loftus-Cheek (16 M€), Mateo Kovacic (30 M€) et Kai Havertz (70 M€), en plus des

quelques jours, et avant la fin de la saison 2022/2023 (effective depuis cette nuit), plus de 150 M€ sont venus remplir les caisses du club. Il y avait urgence pour entrer dans les clouds du fair-play financier. fins de contrat de joueurs comme Tiémoué Bakayoko et N'Golo Kanté, les comptes ont pu être redressés à temps, juste au moment de boucler l'exercice comptable. Avec un peu plus de chance, Hakim Ziyech aurait également pu rejoindre cette liste si son genou n'avait pas grincé lors de la visite médicale. 15 M€ supplémentaires auraient pu tomber dans les caisses.

INTER MILAN

Marcus Thuram a signé

L'attaquant français Marcus Thuram, en fin de contrat avec le club allemand du Borussia Mönchengladbach a signé à l'Inter Milan, a annoncé samedi le club italien. À presque 26 ans, le vice-champion du monde, auteur de 13 buts cette saison en Bundesliga, était senti pour rejoindre le PSG mais a finalement décliné l'offre pour l'Italie et le club nerazzurro, récent finaliste de la C1 et troisième du Championnat en 2022-2023. Il s'engage pour une durée de cinq ans, a-t-il précisé lui-même sur Instagram. Après des passages à Sochaux, Guingamp et Mönchengladbach, le fils de Lilian Thuram passe donc un cap avec l'Inter et va renouer avec la Ligue des Champions la saison prochaine. "Marcus Thuram court vite : il a toujours couru vite, pour atteindre ses objectifs et surmonter tous les obstacles", a expliqué le club italien dans un communiqué samedi, ajoutant que "son histoire est intimement liée à celle de l'Inter en octobre 2020, lorsque Thuram a fait ses débuts en Ligue des champions à San Siro contre les Nerazzurri".



JUVENTUS

Fin de contrat pour Cuadrado après huit saisons au club

L'international colombien Juan Cuadrado, quitte la Juventus Turin après huit saisons sous le maillot bianconero, a annoncé vendredi le club italien. "Merci Panita! Cela a été huit saisons riches, particulières, inoubliables", a écrit la Juventus sur son site, au dernier jour du contrat de l'international colombien. Arrivé en 2015, en provenance de Chelsea, Cuadrado a remporté onze titres avec la Vieille dame, dont cinq scudetto (2016, 2017, 2018, 2019, 2020) et quatre Coupes d'Italie (2016, 2017, 2018, 2021). À 35 ans, la vif latéral aux accélérations ravageuses et aux centres millimétrés depuis son flanc droit sort d'une saison un peu plus terne. A sa place, la Juve va miser sur l'ailier de Lille Timothy Weah, 23 ans. Le fils de George Weah a passé jeudi sa visite médicale et signé son contrat avec les Bianconeri, pour une durée de cinq ans selon les médias. Ce transfert devrait être officialisé dans les prochains jours, après l'ouverture formelle du mercato, fixée à samedi en Italie.

PSG

Une enveloppe XXL pour l'attaque!

Après une énième saison ratée, le Paris Saint-Germain entend frapper fort à l'occasion du mercato. Malgré plus de 100 millions d'euros dépensés pour le défenseur polyvalent Lucas Hernandez et le milieu de terrain Manuel Ugarte, dont les arrivées sont considérées comme bouclées, le champion de France en titre devrait encore bénéficier d'une enveloppe de 200 millions d'euros pour remodeler son attaque, révèle ce vendredi le journal Le Parisien ! Sur ce montant, les Parisiens entendent consacrer 80 M€ au dossier de l'ailier Bernardo Silva (28 ans, 34 matchs et 4 buts en Premier League cette saison), pour l'heure retenu par Manchester City. Les 120 millions d'euros restant devraient être alloués au recrutement d'un avant-centre. A ce poste, la priorité demeure Harry Kane (Tottenham), malgré l'avance prise par le Bayern Munich dans ce dossier. C'est pourquoit les pistes Randal Kolo Muani (Eintracht Frankfurt) et possiblement Marcus Rashford (Manchester United) demeurent suivies. Victor Osimhen (Naples) serait quant à lui considéré comme trop onéreux.

LIVERPOOL

Szoboszlai arrive pour 70 M€!

Désireux de se racheter après une saison ratée, Liverpool démarre le mercato pied au plancher ! Après le milieu de terrain Alexis Mac Allister, les Reds s'approprient en effet à mettre la main sur un deuxième renfort d'envergure. D'après le journaliste du Guardian, Fabrizio Romano, les Anglais vont enrôler le milieu de terrain du RB Leipzig, Dominik Szoboszlai (22 ans, 46 matchs et 10 buts toutes compétitions cette saison), en activant sa clause libératoire de 70 millions d'euros qui expirait ce vendredi à 23h59. Les pensionnaires d'Anfield se sont déjà entendus avec l'international hongrois, dont l'arrivée devrait être officialisée très rapidement, une fois effectuée la traditionnelle visite médicale.

MILA. DOUBLE VOIE MILA-AUTOROUTE EST-OUEST

5 milliards de DA pour la réalisation de la 2^e tranche

Une dotation financière de 5 milliards DA a été allouée au secteur des Travaux publics, dans la wilaya de Mila, pour la réalisation de la 2^e tranche de la double voie devant relier le chef-lieu de wilaya à l'autoroute Est-Ouest, a indiqué, lundi, le directeur des Travaux publics, Abdallah Sellai.

Ce responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que cette seconde tranche entre le centre de Mila et l'autoroute Est-Ouest, s'étend sur une distance de 10,4 km, depuis le rond-point situé à proximité du Centre universitaire Abdelhafid-Boussof jusqu'à la commune de Sidi Khelifa (sud). Soulignant que le problème des glissements de terrain le long de la seconde tranche sera "pris en charge et traité" dans le cadre du projet, M. Sellai a ajouté que sa direction œuvre, à l'heure actuelle, à la désignation d'un bureau d'études qui sera chargé du suivi des travaux de ce projet. En parallèle, a-t-il également



Ph: DR

fait savoir, des études sont menées en vue de la résolution du problème des glissements de terrain apparus au niveau de plusieurs sections du tracé. Le directeur des Travaux publics a en outre affirmé que la wilaya de Mila bénéficiera, "dès 2024", d'enveloppes financières destinées à couvrir le financement des travaux du troisième et dernier tronçon de cette double voie sur un linéaire de 10 km. Selon lui, les travaux de réalisa-

tion de la première tranche de cette route à deux voies, sur une distance de 16,2 km, moyennant un financement de 3,2 milliards DA, sont actuellement en cours entre la commune de Sidi Khelifa jusqu'à la bretelle autoroutière de la commune d'Oued Athmania La même source a fait savoir que la réalisation de cette double voie entre le chef-lieu de la wilaya de Mila et l'autoroute Est-ouest, qui comprend aussi le traite-

ment des sections affectées par le phénomène du glissement de terrain, reliera plusieurs routes nationales et chemins de wilaya à l'autoroute Est-Ouest. De même que cet axe contribuera, une fois réceptionné, à faciliter la circulation automobile, notamment celle des poids lourds traversant la wilaya de Mila en direction de l'autoroute ou se rendant vers le port de Djen-Djen, dans la wilaya de Jijel.

ADRAR. RÉSEAUX D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ

Plus de 80 cas d'agressions depuis début 2023

Quatre-vingt-sept (87) agressions sur les réseaux d'électricité et de gaz naturel ont été recensées depuis le début de cette année dans la wilaya d'Adrar, a indiqué la cellule de communication de la Direction de distribution d'électricité et du gaz (Sonelgaz-Distribution). Ces actes sont principalement imputés au non-respect des citoyens du périmètre de protection, avec 44 cas d'atteinte au réseau électrique, dont 42 cas ont été déférés aux autorités judiciaires, en plus de 43 agressions sur le réseau de gaz naturel, dont 21 dossiers ont été portés également devant les autorités judiciaires, a-t-on relevé. Les services de Sonelgaz s'emploient à lutter contre le phénomène d'agression sur les réseaux d'électricité et du gaz en organi-

sant des campagnes de sensibilisation au profit des citoyens pour les responsabiliser quant à la dangerosité de ces actes et inciter à éviter ces comportements et prévenir les risques. Les services de Sonelgaz, au travers des journées "portes ouvertes", ont mené une campagne de sensibilisation ciblant différentes communes de la wilaya, organisée en coordination avec les différents partenaires, dont des organismes et le mouvement associatif, sur l'utilisation rationnelle et sécuritaire du gaz naturel. Des campagnes de sensibilisation sont également menées par les agents de cette entreprise qui font le "porte-à-porte" dans

les divers quartiers de la wilaya et également dans les écoles, les mosquées et les établissements des jeunes, a-t-on expliqué. La wilaya d'Adrar dispose d'un réseau de distribution de gaz naturel de plus de 1.640 km qui assure l'approvisionnement de 26 200 clients en cette énergie vitale. La Direction de distribution de l'électricité et du gaz prévoit le lancement également d'une campagne de sensibilisation sur la rationalisation de la consommation d'électricité, coïncidant avec le début de la saison estivale dont la consommation de l'électricité enregistre des pics dans cette région dans le sud du pays.

MÉDÉA. AÏD-EL-ADHA

Plus de 17 mille peaux de moutons collectées

Plus de 17 mille peaux de moutons de l'Aïd-El-Adha ont été collectées à Médéa dans le cadre de l'opération de collecte et de valorisation de cette matière première, selon un bilan provisoire établi jeudi par la direction locale de l'environnement et des énergies renouvelables. Le dispositif de collecte mis en place pour la collecte des peaux de moutons a permis de récupérer, au premier jour de l'Aïd-El-Adha, pas moins de 17.145 peaux de moutons à travers plusieurs agglomérations urbaines, a indiqué à l'APS le directeur de l'Environ-

nement et des énergies renouvelables, Mustapha Rafei. Selon ce responsable, la plus grande quantité de peaux collectées a été enregistrée au niveau de la décharge contrôlée de Médéa où il a été comptabilisé 7.700 peaux, suivi de celle de Chahbounia (sud), avec 6.525 peaux, et 3.354 peaux collectées au niveau du Centre d'enfouissement technique de Ksar-el-Boukhari, situé également au sud de la wilaya. Une quantité de 2.370 peaux a été réceptionnée par le CET de Zoubiria, sud-ouest, 2.000 autres unités recensées au

niveau de la décharge contrôlée de Chellalet-El-Adhaoura, à l'extrême est de Médéa, tandis que la plus "faible" quantité de peaux ramassées a été enregistrée au niveau de la décharge contrôlée de Ain-Boucif, au sud-est, avec seulement 200 peaux, a expliqué M. Rafei. L'opération de ramassage et de collecte va se poursuivre encore, d'après ce responsable, et devrait permettre de tirer vers le haut le nombre des peaux récupérées qui seront, par la suite, acheminées vers les unités de traitement spécialisées en vue de leur valorisation, a-t-il conclu.

ORAN. BETHIOUA

Vers La distribution de 700 logements publics locatifs

Pas moins de 700 logements de type public locatif seront distribués, prochainement, dans la zone de "Djefefla", dans la commune de Bethioua, à l'Est d'Oran, a-t-on appris auprès de la Direction du Logement de la wilaya. Selon cette direction, les travaux sont achevés à 100%, y compris l'aménagement extérieur, notamment la réalisation de trottoirs, des espaces verts et autres aires de jeux, soulignant que les logements seront attribués à leurs bénéficiaires, dans les tout prochains jours, et ce, à l'occasion de la célébration du 61^{ème} anniversaire de l'indépendance. A signaler que le wali d'Oran, Saïd Sayoud, avait annoncé, récemment, la distribution de plus de 1.000 logements de différentes formules dans les communes de la wilaya, à l'occasion du double anniversaire de l'indépendance et de la jeunesse, en majorité des logements publics locatifs, tandis que le restant des logements sont de la formule promotionnel aidé (ancien et nouveau programmes).

Pour rappel, plus de 330 familles qui vivaient dans des constructions illicites au niveau de la ville d'Oran, Bir El Djir et Es-Senia ont été relogées dans des logements neufs à Oued Tlalat, durant l'année en cours.

BORDJ BOU-ARRÉRIDJ.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Signature de conventions pour le recrutement direct des majors de promotions

Des conventions de partenariat ont été signées lundi à Bordj Bou Arreridj avec des entreprises économiques pour le recrutement direct des diplômés du secteur de la formation professionnelle majors de leurs promotions. La signature des conventions s'est déroulée en marge d'une cérémonie de distinction des diplômés majors de l'année 2022-2023 présidée par le wali Kamel Nouicer. Les diplômés ont reçu à l'occasion des procès-verbaux d'installation dans des postes permanents au sein d'entreprises économiques. Le chef de l'exécutif local, a estimé dans son allocution que l'initiative reflète les directives nouvelles des autorités supérieures du pays visant à offrir des formations répondant aux besoins des entreprises économiques et accompagnant la dynamique économique du pays, ajoutant que ce recrutement est "une reconnaissance des compétences de ces diplômés".

Il a également relevé l'importance accordée par les pouvoirs publics à la formation en tant qu'outil de développement économique qui exige l'amélioration des performances des établissements de formation, la modernisation de méthodes pédagogiques et la mise à jour régulière de la nomenclature des filières.

La directrice de wilaya de la formation professionnelle, Fouzia Aboud, a indiqué que l'année en cours a connu la sortie de plus de 6.600 diplômés, estimant que le secteur enregistre une dynamique en matière d'insertion professionnelle des diplômés par le recrutement direct et au travers de la création de micro-entreprises à la faveur des dispositifs d'aide à l'emploi.

Pub
الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
ولاية البويرة
البلدية: الشرفة
الرقم: 2023/04
ووصل استلام التبليغ بتغيير الهيئة التنفيذية
طبقاً لأحكام المادة 16 من القانون رقم 06-12 المؤرخ في 18 صفر 1433 الموافق لـ 12 يناير 2012 المنقح بالمجمعات.
تم هذا اليوم: 2023/04/22
بعد استلام مذكرات التعديلات المؤرخة في: 2023/04/22.
المتعلقة بتغيير الهيئة التنفيذية للجمعية المسماة جمعية نشاطات الشباب "المستقبل" بالشرفة.
المسجلة تحت رقم: 2020/05 بتاريخ: 2023/06/17
المقعة ب: الشرفة مركز - بلدية الشرفة - ولاية البويرة.
بإشراف السيد: بن عيسى لاهصر.
و بالتالي يجب القيام بإجراءات الإشهار وفقاً لأحكام المادة 16 الفقرة 02 من القانون السابق الذكر.

ÉTATS-UNIS

Le programme de Trump s'il l'emporte en 2024

Il n'a jamais été terminé, mais le mur entre les Etats-Unis et le Mexique était une des mesures emblématiques de son premier mandat: s'il est réélu, Donald Trump veut "sécuriser entièrement" la frontière.

Lors de son premier mandat, l'administration Trump avait fait construire environ 700 km du mur, pour une frontière de plus de 3.000 kilomètres. Donald Trump a aussi évoqué la possibilité de révoquer le droit du sol pour les enfants d'immigrés sans papiers.

VILLES NOUVELLES

Dix nouvelles villes, pour "un grand bon en avant du niveau de vie américain". L'ancien président, candidat à un nouveau mandat, souhaite construire une série de métropoles, à peu près de la taille de la capitale Washington, sur des terres fédérales.

Développées autour de "bastions industriels" regorgeant d'usines dernier cri, ces villes permettraient de créer "un nouveau futur pour l'Amérique", assure Donald Trump. Le républicain imagine un "grand concours" pour dessiner ces villes "de la liberté". Soucieux que les Etats-Unis, et "non la Chine", mènent la révolution de la "mobilité aérienne", Donald Trump propose aussi le plus sérieusement du monde que le pays travaille d'arrache-pied à la conception de véhicules volants.

"Guerres culturelles" Le septuagénaire s'est prononcé sur ces "guerres culturelles", ces questions de genre, racisme ou éducation qui déchirent le pays. Le candidat s'est engagé à sévir contre les médecins proposant des soins de transition aux mineurs transgenres et contre les "communistes aux cheveux roses" qui enseignent l'histoire du racisme à l'école d'une façon qu'il considère "inappropriée". Il a également proposé la création



PH: DR

d'un crédit d'impôt pour dédommager les professeurs qui enseignent l'utilisation des armes à feu, à l'heure où le pays est endeillé par une litanie de fusillades en milieu scolaire.

UN AN DE FÊTE!

L'Amérique fêtera en 2026 le 250ème anniversaire de la Déclaration d'indépendance. Pour marquer le coup, Donald Trump propose "une année entière de festivités à travers le pays" à partir de mai 2025. "Je travaillerai avec les gouverneurs des 50 Etats, républicains comme démocrates, pour créer la Grande Kermesse Américaine, un événement unique", a promis l'ancien dirigeant. "Ca sera quelque chose", a-t-il assuré.

UNE NOUVELLE GUERRE CONTRE LES DROGUES

Afin de lutter contre la crise du fentanyl aux Etats-Unis, un dangereux opiacé de synthèse à l'origine d'une hausse dramatique des overdoses mortelles aux Etats-Unis, l'ancien locataire de la Maison Blanche a proposé de désigner les cartels mexicains comme des organisations terroristes.

Selon le républicain, les trafiquants de

drogue devraient être condamnés à mort. "Ils tuent nos citoyens et empoisonnent nos beaux enfants", a-t-il accusé dans l'une de ses vidéos. Donald Trump a aussi défendu le retour des interpellations et fouilles arbitraires ("stop-and-frisk"), une pratique policière controversée qui s'est traduite dans le passé par un ciblage disproportionné des Noirs et des Latinos. Et s'est engagé à déployer la Garde nationale pour "rétablir la loi et l'ordre" -- une de ses formules fétiches -- dans les villes dirigées par des femmes ou hommes politiques de gauche.

DES GRÂCES POUR SES PARTISANS

Donald Trump a promis de gracier "une grande partie" de ses partisans emprisonnés après avoir attaqué le siège du Congrès américain, le 6 janvier 2021.

Lors de cette froide journée d'hiver, des milliers de manifestants avaient semé le chaos et la violence dans le temple de la démocratie américaine, au moment où les élus certifiaient la victoire de son rival Joe Biden à la présidentielle.

L'enquête tentaculaire qui a suivi a permis d'arrêter plus de 1.000 personnes. Près de 300 ont écopé de peines de prison, dont certains pour sédition.

BURKINA FASO

Au moins 79 soldats et supplétifs tués dans des attaques terroristes

Au moins 79 hommes, 39 soldats et 40 supplétifs civils de l'armée, ont été tués lundi et mardi dans des attaques terroristes, dont les deux plus meurtrières ont eu lieu dans la province du Centre-Nord, tandis que plus de 80 terroristes ont été neutralisés, a indiqué vendredi l'armée burkinabè. Lundi, "les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP, supplétifs civils de l'armée) de Noaka, dans la province du Sanmatenga (région du Centre-Nord) ont vaillamment réagi à une attaque terroriste qui a visé leurs positions", a affirmé l'armée dans un communiqué. "Trente-trois VDP ont malheureusement consenti le sacrifice suprême au cours de cette riposte", indique-t-elle, soulignant qu'ils avaient "neutralisé une cinquantaine de terroristes et récupéré une importante quantité de matériel". Le même jour, "un convoi de ravitaillement escorté par des unités militaires, de retour de Djibo", ville assiégée depuis des mois

par les terroristes dans la région du Sahel (nord), a été "la cible d'une embuscade" à Namsiguia, toujours dans la région du Centre-Nord, avait annoncé l'armée mardi. "Les combats, particulièrement violents, ont causé d'importantes pertes, malgré la réponse vigoureuse des unités", ajoutait-elle, évoquant un "bilan provisoire" de 31 soldats et trois VDP tués, tandis qu'une "dizaine d'éléments" étaient "toujours recherchés par les renforts". Mardi, une nouvelle attaque a visé des soldats dans l'ouest du pays, a indiqué l'armée dans son communiqué de vendredi, précisant qu'à la mi-journée "une unité militaire du Groupement de Forces du Secteur Ouest (GFSO) a fait face à une embuscade près de la localité de Tia", dans la région de la Boucle du Mouhoun. "Au cours des combats, huit militaires ont malheureusement été mortellement atteints et neuf autres blessés", selon l'armée, ajoutant que "plus de 30 terroristes" ont été "neutra-

lisés". Le Burkina est pris depuis 2015 dans une spirale de violences terroristes apparues au Mali et au Niger quelques années auparavant et qui s'est étendue au-delà

de leurs frontières. Les violences ont fait depuis huit ans plus de 10.000 morts, civils et militaires, selon des ONG, et plus de deux millions de déplacés internes.

MEXIQUE

Libération de 16 employés administratifs de la police enlevés mardi

Seize employés administratifs de la police mexicaine enlevés mardi dans l'Etat du Chiapas (sud) ont été libérés vendredi, a annoncé le gouverneur de l'Etat. "Je veux annoncer aux habitants du Chiapas et du Mexique que les 16 collègues du (secrétariat à la Sécurité et à la Protection citoyenne) enlevés ont été libérés cet après-midi", a déclaré le gouverneur Rutilio Escandon sur Twitter. Des chaînes de télévision locales ont diffusé en direct les retrouvailles entre les personnes libérées et leurs familles. Ils sont "sains et saufs", a précisé par la suite la responsable locale de la sécurité Gabriela Zepeda, qui a attribué la libération à la mobilisation d'un millier de membres des forces de sécurité et de moyens aériens dont des drones. "Cela a permis de localiser le lieu où ils se trouvaient et de les encercler pour les atteindre". Sur Twitter, le gouverneur a également remercié "le président Llopez Obrador_ (Andres Manuel Lopez Obrador), l'armée mexicaine, la mari-

ne, la garde nationale, les procureurs et la police de l'Etat pour leur collaboration", sans toutefois fournir plus de détails sur la façon dont les employés de la police ont été libérés. Ces employés avaient été enlevés à Ocozacoautla alors qu'ils se déplaçaient à bord d'un bus après leur journée de travail. Sur les 33 passagers, les 17 femmes également à bord du bus avaient, elles, été relâchées. Des vidéos dans lesquelles apparaissent les victimes avaient ensuite été diffusées par des médias mexicains. Dans l'une d'elles, un des otages avait ainsi expliqué que les ravisseurs exigeaient la démission ou la destitution de trois chefs de la police du Chiapas, accusés de détenir une femme en otage dans le cadre d'un accord passé secrètement avec un autre groupe armé. Le président mexicain, qui a salué vendredi une "très bonne nouvelle", avait proposé la veille d'ouvrir une enquête sur les trois chefs de police à condition que les ravisseurs libèrent les otages.

BRÉSIL

La justice électorale vote pour l'inéligibilité politique de Jair Bolsonaro

Le tribunal électoral supérieur (TES) a reconnu, vendredi, l'ancien président brésilien Jair Bolsonaro (droite) coupable d'"abus de pouvoir" et formé une majorité pour le condamner à l'inéligibilité politique pendant huit ans. "Je veux annoncer que je soutiens pleinement le rapporteur", a affirmé la juge Carmen Lucia Antunes au début de son argumentaire, rejoignant trois autres qui ont déjà jugé Bolsonaro coupable d'"abus de pouvoir" lors de la campagne électorale pour les présidentielles d'octobre dernier qui ont ramené au pouvoir le progressiste Luiz Inacio Lula da Silva (Parti des travailleurs). Antunes a ainsi fait allusion au vote du juge Benedito Gonçalves, rapporteur du procès, qui a requis la condamnation de Bolsonaro pour une réunion qu'il a convoquée avec une cinquantaine d'ambassadeurs étrangers à la résidence officielle de la présidence, le 18 juillet 2022. Lors de cette rencontre, il avait discrédité le système de vote électronique et qualifié la justice de partialité. Bien que la majorité de quatre voix sur un total de sept soit établie avec la position du juge Antunes, les magistrats du TES peuvent toujours changer d'avis d'ici la fin du procès et la proclamation officielle de la sentence. Après le vote d'Antunes, ce sera le tour de Kassio Nunes Marques, un juge nommé par Bolsonaro à la Cour suprême et au TES. Ce magistrat ultraconservateur peut demander plus de temps pour analyser l'affaire, ce qui suspendrait le processus pendant 60 jours. Après lui, prendra la parole le magistrat Alexandre de Moraes, qui, lors du processus électoral qui a conduit à la victoire de l'actuel président, Luiz Inacio Lula da Silva, a été durement critiqué par Bolsonaro et la droite brésilienne. Le procès avait commencé la semaine dernière, lorsque les sept magistrats de l'autorité électorale ont entendu les arguments de la défense et du parquet, qui exigeait que l'ex-président soit condamné à une période de huit ans d'interdiction de tout exercice politique pour avoir "abusé de son pouvoir" en tant que chef de l'Etat lors de la campagne électorale pour sa réélection. Lors de la deuxième audience, mardi dernier, le juge d'instruction du procès, Benedito Gonçalves, a estimé que la culpabilité de Bolsonaro était prouvée et a voté pour sa disqualification pour huit ans. Bolsonaro, 68 ans, clame son innocence et assure qu'il aimerait se présenter à la présidentielle de 2026, s'il n'est pas reconnu coupable dans un procès qu'il a qualifié de "politisé" et de "malveillant".

LES TOILES DE MAÎTRES IRAKIENS

Cibles de choix des faussaires

Dans un musée de Bagdad, "Mort au colonialisme" est l'une des rares toiles authentiques de Shakir Hassan al-Saïd ayant survécu au chaos dans lequel l'Irak a plongé en 2003 avec l'invasion américaine, et qui a dopé contrefaçons et trafics d'œuvres.

Avec ses tons sombres allant du gris au bleu, "Mort au colonialisme" est l'un des bijoux de l'art irakien. Achevé dans les années 1970, il témoigne de décennies fastes pour les arts plastiques irakiens, où Shakir Hassan al-Saïd entretenait avec Jawad Salim le Groupe d'art moderne de Bagdad. "Les œuvres de Shakir Hassan al-Saïd ont une importance considérable pour l'art moderne irakien et même pour tout l'art moyen-oriental", explique l'écrivaine Tamara Chalabi, directrice de la fondation Ruya pour l'art contemporain. Dans les salles de vente, les tableaux du peintre décédé en 2004 tutoient parfois les 100.000 dollars. Soucieuse de protéger son patrimoine, sa famille a répertorié ses "archives complètes" - quelque 3.000 œuvres au total - et un catalogue sera publié prochainement, indique à l'AFP son fils Mahmoud Shakir Hassan al-Saïd, y voyant une "immunité" contre les faux. Car avec le chaos installé en Irak en 2003, régulièrement, "par appât du gain, il y a des tentatives de copier les œuvres", s'indigne M. Saïd. "Il nous est arrivé de stopper plusieurs ventes de contrefaçons", confirme le quinquagénaire, en contact avec des maisons d'enchères internationales et des galeries. "Dernièrement nous avons repéré un faux à Bagdad", ajoute-t-il. Il a contacté la galerie via les réseaux sociaux pour exiger le retrait du tableau, sans succès, son interlocuteur défendant son authenticité.

"TOP 10"

Premières victimes des trafics et des faussaires: les très prisés pionniers de l'art moderne irakien. Leurs œuvres des années 1940, 1950 ou 1960 ont disparu avec des milliers de pièces volées dans



des musées et institutions pillés en 2003.

Dans un milieu restreint où tout le monde se connaît, la meilleure manière d'éviter les arnaques reste de s'adresser à la famille ou aux amis, voire à l'artiste lui-même s'il est en vie, ou à des universitaires. "L'art irakien, moderne ou contemporain, est l'une des sources de production artistique les plus importantes du monde arabe", rappelle Sultan Sooud Al-Qassemi, collectionneur aux Emirats arabes unis. Les prix pratiqués classent les pièces irakiennes dans "le top 10 des œuvres les plus chères" de la région, souligne le fondateur de la Barjeel Art Foundation, musée de Sharjah où sont exposées plus d'un millier d'œuvres du monde arabe. "Aujourd'hui, certaines œuvres irakiennes se vendent à des centaines de milliers de dollars", dit-il à l'AFP. "Les faussaires remarquent les résultats des enchères. C'est une incitation à créer des contrefaçons de plus en plus poussées". Le casse-tête de l'authentification se pose dans toute la région -- en Egypte, au Liban et en Syrie notamment --, mais "le problème est particulièrement aigu pour l'Irak, en raison d'un amoncellement de défis: l'exil des artistes, les guerres successives", reconnaît Sultan Al-Qassemi.

"RÉPUTATION"

Aujourd'hui, le Musée national d'Art moderne de Bagdad, affilié au ministère de la Culture, est encore à la recherche d'œuvres volées. Les données d'une centaine de pièces ont été communiquées à Interpol, indique l'ancien directeur de

l'institution, Ali al-Doulaïmi, fraîchement retraité. Impossible toutefois de savoir avec précision ce qui manque, en raison d'un répertoire hasardeux. Sous Saddam Hussein, la machine bureaucratique s'échinait à lister à la main les œuvres dans des cahiers, méthode à la fiabilité proche de zéro. "Avant 2003 nous avions 8.000 œuvres. Aujourd'hui il y en a environ 2.000", selon M. Doulaïmi. Après l'invasion américaine, "nous avons acquis de nouvelles œuvres et des pièces perdues nous ont été rendues". Une goutte d'eau dans un océan. Ainsi en 2017, en raison d'un "désaccord sur la propriété", Christie's avait annoncé retirer des enchères à Dubaï un tableau peint en 1968 par Faq Hassan. In fine, la toile n'a jamais été rendue à l'Irak. A l'époque, un député irakien expliquait que ce tableau était vraisemblablement "exposé au club des officiers du ministère de la Défense" avant d'être "sorti clandestinement" du pays. Dans son élégante galerie Akkad à Bagdad, Hayder Hachem Naji déplore une "augmentation des contrefaçons qui nuit à la réputation de l'art irakien". "Parfois, les faussaires utilisent un vieux tableau qu'ils vont repeindre, le châssis et la toile seront anciens", souligne le galeriste de 54 ans. Récemment, on lui a proposé d'exposer une toile attribuée au célèbre peintre d'influence cubiste Hafidh al-Droubi. Son propriétaire espérait en tirer 40.000 dollars. Il a poliment refusé. "Honnêtement, c'était une contrefaçon de très haute qualité", admet-il.

ORAN

Le patrimoine culturel de l'Ouest du pays au cœur d'une prochaine rencontre nationale

Le thème "Le patrimoine culturel dans l'Ouest algérien, entre réalité et espoirs" sera au cœur d'une rencontre nationale, prévue le 3 juillet prochain au musée national public Ahmed Zabana d'Oran, a-t-on appris des organisateurs. L'objectif de cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre de la célébration de la fête de l'Indépendance et de la Jeunesse, est de mettre en valeur le patrimoine culturel dont foisonnent les wilayas dans l'Ouest du pays et le rôle des études académiques universitaires dans la valorisation de ce patrimoine, a expliqué la responsable du département animation du même musée, Nadia Beladel. Une série de conférences a été programmée à cette occasion, traitant de plusieurs thèmes, dont "les nouvelles de la recherche archéologique pour la période préhistorique au sud d'Oran", "Le patrimoine rupestre... approches et expériences", "La ville de Portus Magnus à travers les vestiges archéologiques et l'importance des sources historiques et archéologiques dans l'étude des sites dans l'Ouest algérien", "Extrapolation de l'histoire ancienne de l'île de Leila B errechgoune" et "l'activité marine de la côte oranaise à l'époque antique, à travers les indices archéologiques conservés au musée Ahmed Zabana". Des interventions seront également présentées sur "le patrimoine transcrit dans les études et travaux universitaires algériens", "le rôle des institutions universitaires dans l'Ouest algérien dans l'étude du patrimoine matériel", "l'architecture des mosquées à Oran à l'époque ottomane", "les constructions architecturales de l'Emir Abdelkader dans l'Ouest algérien" et "les musées nationaux et leur rôle dans le développement économique". Cette rencontre, animée par un groupe de chercheurs dans le patrimoine de différentes universités du pays, est organisée par le musée Ahmed Zabana le Laboratoire d'études sociales, psychologiques et anthropologiques de l'Université de Relizane, le Laboratoire de la pensée islamique en Algérie de l'Université de Sidi Bel Abbes, l'Union des Jeunes pour le développement et la promotion de la citoyenneté et l'Association inter-wilayas pour la protection du patrimoine et la préservation de l'histoire locale de l'Ouest algérien.

CONFLIT SOCIAL À HOLLYWOOD

Le syndicat des acteurs accepte de prolonger les négociations

Le syndicat représentant 160.000 acteurs a accepté vendredi en extremis de prolonger les négociations avec les studios hollywoodiens jusqu'au 12 juillet, évitant ainsi pour l'instant une grève. La convention collective des 160.000 acteurs représentés par la Screen Actors Guild (SAG-AFTRA) expirait à minuit, heure de Los Angeles (07H00 GMT samedi) mais elle a été prolongée jusqu'au 12 juillet à minuit, a indiqué le syndicat dans un communiqué. Il a précisé, en outre, qu'un embargo médiatique sur les négociations restait en vigueur jusqu'à cette date. La SAG-AFTRA a entamé de longues négociations avec des sociétés comme Netflix et Disney, mais à l'approche de l'échéance de minuit, les deux parties ont indiqué qu'elles continueraient à négocier. La profession craignait que les

acteurs ne rejoignent les scénaristes en grève, un double mouvement social qui serait inédit à Hollywood depuis 1960, et qui pourrait mettre l'industrie à genoux. Les membres de la SAG-AFTRA - des stars aux figurants - ont approuvé par anticipation une action si les parties en négociation ne parvenaient pas à un accord. Comme les scénaristes, les acteurs réclament de meilleures rémunérations pour lutter contre l'inflation et des garanties face aux bouleversements potentiels liés à l'usage de l'intelligence artificielle, comme le clonage vocal. Ils protestent notamment contre la baisse de leurs rémunérations "résiduelles", dues à chaque rediffusion d'un film ou d'une série, provoquée par le streaming. Conséquents lors d'un passage télévisé car basés sur le modèle publicitaire, ces émoluments sont bien



moindres pour les plateformes, qui ne communiquent pas leurs chiffres d'audience. "Les revenus résiduels sont notre moyen de subsistance entre les projets", a souligné Shon Lange, un acteur qui a eu des petits rôles dans des séries comme "The Terminal List". Ils "mettent de la nourriture

sur la table, ils permettent d'envoyer mon enfant à l'école. C'est donc très important." Les acteurs peuvent geler non seulement les productions basées sur les scripts déjà terminés avant mai, mais aussi la promotion des blockbusters attendus en salle cet été - "Barbie", "Oppenhei-

mer", "Gran Turismo", etc. Voir reporter la tenue en septembre des Emmy Awards, équivalents des Oscars télévisuels. Cette semaine, des centaines d'acteurs célèbres, parmi lesquels Meryl Streep et Jennifer Lawrence, ont signé une lettre insistant sur la nécessité de faire grève, à moins que leur syndicat ne parvienne à un "accord transformateur". Selon ce document, l'industrie cinématographique américaine est à un "point d'inflexion sans précédent". "Nous avons besoin de moderniser nos contrats face aux nouvelles technologies", a expliqué à l'AFP Kim Donovan. Inquiète face à l'impact potentiel de l'intelligence artificielle, cette actrice de 52 ans espère voir les célébrités s'engager réellement en cas de grève. "Elles ont les voix les plus fortes, nous avons besoin de leur soutien."

Les courses en direct



HIPPODROME BAZER SAKHRA - EL-EULMA
DIMANCHE 2 JUILLET 2023 - PRIX : BOUTHAINA - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 300 M - DOTATION : 350 000 DA - DÉPART : 16H00
TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ

Il y aura du monde au portillon

L'épreuve à caractère que nous propose ce dimanche 02 juillet l'hippodrome Bazer Sakhra avec ce prix Boutaina réservé pour poulains et pouliches ne s'étant pas classés parmi les cinq premiers depuis avril passé qui va servir de support au tiercé, quarté et quinté reste très difficile à déchiffrer. Pour cela, nous vous conseillons de bien lire nos commentaires. Il faut se méfier de TF. Dahbia, fille de Manel et Soltana El Mesk qui est issue de la meilleure lignée.

LES PARTANTS AU CRIBLE

- EL KASER.** Sa première course d'entrée n'a pas été tout à fait insignifiante. Assez bon outsider.
- FANNAN.** Pas évident, seizième sur seize partants lors de sa première course d'entrée.
- AYANE MAN.** Avec trois courses dans le ventre, il peut faire partie des nombreux prétendants aux places.
- TOHFA.** Pas évident.
- EL AREEJA.** Cette pouliche semble courir en progrès. On peut lui donner des chances.
- TF. DAHBBIA.** Débute en course. Difficile à situer.
- HATARANE.** Peu probable. Outsider lointain.
- HAZEM D'HEM.** Débute en courses. Difficile à situer
- BARBAROUSS.** Débute en course. difficile à situer.
- CAMANGO.** Pas évident. À revoir.
- FIH EL KHEIR.** Il a été septième lors de sa première course d'entrée sur 16 pts. Assez bon outsider.
- HAFNAOUI D'HEM.** Ce poulain gris n'a pas été mauvais lors de sa première course

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
H. BENDJEKIDEL	1	EL KASER	AM. BENDJEKIDEL	56	1	PROPRIÉTAIRE
H. MEKKAOUI	2	FANNAN	H. RAACHE	55	6	PROPRIÉTAIRE
N. LAMICI	3	AYANE MAN (0)	A. KOUAOUCI	55	8	PROPRIÉTAIRE
ABH. GUESSOUM	4	TOHFA (0)	Y. LOUCIFI	55	5	PROPRIÉTAIRE
M. BENJDEKIDEL	5	EL AREEJA	W. BENDJEKIDEL	54	7	PROPRIÉTAIRE
T. DILMI	6	TF. DAHBBIA	KH. NAIR	54	16	PROPRIÉTAIRE
H. SAFSAF	7	HATARANE	AB. ATTALLAH	54	17	KH. DOUKHI
M. SELLAMI	8	HAZEM D'HEM	MS. AIDA	53	15	PROPRIÉTAIRE
A. BERRAH	9	BARBAROUS	S. BERRAH	53	18	B. BERRAH
H. MESSAOUDANE	10	CAMANGO	A. HEBRI	53	10	AB. KARA
L. BOUDJEMAA	11	FIH EL KHEIR	A. YAHIAOUI	53	2	A. DEHIBA
S. BERRAH	12	HAFNAOUI D'HEM	CH. ATTALLAH	53	12	PROPRIÉTAIRE
A. HADEF	13	HALIMA D'HEM	JJ:CH. CHAABANE	52	13	PROPRIÉTAIRE
ML. ZAABOUB	14	ORGE DE CHAILLAC	JJ.Y. MOUSSI	52	4	PROPRIÉTAIRE
R. MANSOURI	15	HOUSSEM	SF. BOUHOUC	52	14	PROPRIÉTAIRE
AB. LOUNISSI	16	HIBA D'HEM	D. BOUBAKRI	51	11	PROPRIÉTAIRE
AH. FEGHOULI	17	SOLTANA EL MESK	AP:MA. AIDA	51	3	CH. AIDA
M. BENDJEKIDEL	18	MAWAHIB	Y. BENDJEKIDEL	50	9	PROPRIÉTAIRE

d'entrée le 3 mai, 8e sur 16pts et avec CH. Attallah en selle, il peut faire mieux. À suivre.

13. HALIMA D'HEM. Tâche assez délicate. À revoir.

14. ORGE DE CHAILLAC. Un outsider assez intéressant, il bénéficie de quatre kgs de décharge. À suivre.

15. HOUSSEM. Pas évident.

16. HIBA D'HEM. Elle a été septième lors de sa première course d'entrée sur 16 pts. On ne peut la négliger.

17. SOLTANA EL MESK. Débute en course.

Difficile à situer mais possède la meilleure origine.

18. MAWAHIB. Peu probable.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

12. HAFNAOUI D'HEM - 16. HIBA D'HEM - 5. EL AREEJA - 11. FIH EL KHEIR - 14. ORGE DE CHAILLAC

LES CHANCES

7. HATARANE - 3. AYANE MAN

Démantèlement d'une bande spécialisée en escroquerie à Sétif

Les services de la sûreté de la wilaya de Sétif ont neutralisé une bande composée de quatre éléments dont une femme spécialisée en escroquerie en faisant croire aux victimes l'octroi d'avantages au sein de divers secteurs et institutions bancaires par médiation auprès des ministères et administrations, a appris lundi l'APS auprès de cette sûreté. L'opération menée par la section d'atteinte aux biens de la brigade criminelle du service de la police judiciaire suite à une enquête sur les activités de la bande dont un militant associatif qui faisait croire aux victimes, issues de plusieurs wilayas, qu'il leur assurait des services multiples, a indiqué le chargé de communication à la sûreté de wilaya, le commissaire de police Abdelouahab Aïssani. Les mis en cause se sont présentés souvent comme étant les membres de la commission de logement de la daïra de Sétif chargée des enquêtes sociales sur plus de 20 personnes, selon la même source qui a précisé que l'enquête a conduit à la saisie de microordinateurs et leurs accessoires, de faux documents avec cachets d'institutions publiques et des dossiers des victimes.

Décès d'un jeune à la plage Tighza à Beni Haoua (Chlef)

Un jeune homme, la vingtaine, est décédé vendredi à la plage Tighza dans la commune de Beni Haoua (Nord-Est de la wilaya de Chlef) après un saut d'une falaise, a-t-on appris auprès de la direction locale de la Protection civile. Les unités de la Protection civile sont intervenues, vendredi vers 14h00, pour prodiguer les premiers soins à un jeune de 19 ans ayant subi une blessure au niveau du torse et une hémorragie interne suite à un saut d'une falaise à la plage Tighza dans la commune de Beni Haoua, précise un communiqué de la cellule d'information et de communication de ce corps constitué. Originaire de la wilaya de Blida, la victime a reçu les premiers soins sur place puis évacuée aux services hospitaliers de la commune de Damous (Tipasa) où elle a succombé à ses blessures.

Saisie de 9 kgs de kif traité et arrestation d'un trafiquant à Mostaganem

La brigade de lutte contre les stupéfiants de la Sûreté de wilaya de Mostaganem a saisi 9 kgs de kif traité et procédé à l'arrestation d'un trafiquant, a indiqué samedi ce corps de sécurité, dans un communiqué. La même source a précisé que l'opération est intervenue suite à l'exploitation d'informations selon lesquelles des suspects étaient sur le point de conclure une transaction de vente de stupéfiants dans une zone forestière, près de la commune de Hadjadj. Après avoir avisé le procureur de la République près le tribunal de Sidi Ali et exploité les informations en leur possession,



les services de police ont procédé à la surveillance des suspects et à l'arrestation d'un protagoniste, qui était en possession de 83 plaquettes de kif traité d'un poids total de 9 kgs, a-t-on indiqué. Selon la même source, les complices du principal suspect ont pris la fuite et les recherches pour les retrouver se

poursuivent jusqu'à leur arrestation et leur présentation devant les instances judiciaires territorialement compétentes. Le suspect arrêté a déclaré, lors de l'enquête, avoir trouvé cette quantité de drogue au niveau d'une des plages de la commune de Hadjadj, rejetée par la mer, ajoutant qu'il l'avait cachée en vue de la revendre, ultérieurement, selon la même source. Sous l'accusation de détention, transport et stockage de drogue dans le but de la commercialiser, au sein d'une bande criminelle organisée, une procédure judiciaire a été engagée contre le suspect, qui sera présenté devant les juridictions compétentes, a-t-on indiqué.

Neuf morts et 560 blessés sur les routes durant les trois jours de l'Aïd



Neuf (9) personnes ont trouvé la mort et 560 autres ont été blessées dans 425 accidents de la circulation survenus durant les trois jours de l'Aïd El-Adha à travers plusieurs wilayas du pays, selon un bilan rendu public samedi par les services de la Protection civile. En outre, 3 personnes ont trouvé la mort et 207 autres ont été blessées dans 157 accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures, note la même source. Par ailleurs, la Protection civile a mobilisé ses moyens pour l'extinction de 15 incendies de forêts, de maquis et de récoltes au cours des dernières 24 heures, à travers les wilayas Saïda, Aïn Témouchent, Tiaret, Constantine, Oran, Tlemcen, Oum El-Bouaghi, Sidi Bel-Abbès, Relizane, Aïn Defla, Skikda et Nâama.

Le nombre de suicides au plus haut depuis 22 ans à Singapour

Le nombre de suicides à Singapour a augmenté de près de 26% l'année dernière pour atteindre son niveau le plus élevé depuis plus de vingt ans, reflétant une "détresse mentale invisible" au sein de la ville-Etat, a alerté une ONG locale. Les taux de suicide chez les jeunes de 10 à 29 ans et les personnes âgées de 70 à 79 ans sont particulièrement préoccupants, a déclaré le centre de prévention Samaritans of Singapore (SOS) dans son communiqué de presse annuel contenant des statistiques sur la question. Au total, 476 personnes se sont données la mort en 2022, soit "le nombre le plus élevé de décès par suicide enregistré depuis 2000", précise le communiqué de SOS. En 2021, 378 suicides avaient été recensés. "L'augmentation sans précédent du nombre de suicides à Singapour



est profondément déchirante", a déclaré Jared Ng, psychiatre et consultant en santé mentale. "Cette augmentation est révélatrice de la détresse mentale invisible qui imprègne notre société, en particulier chez les

jeunes et les personnes âgées", a-t-il dit. "Il est essentiel que nous restions vigilants face aux problèmes urgents qui continuent d'avoir un impact important sur la santé mentale, tels que l'isolement social et la solitude", a-t-il ajouté.

Le suicide est "la principale cause de décès chez les jeunes de 10 à 29 ans pour la quatrième année consécutive", ce qui représente 33,6% de l'entièreté des décès dans ce groupe d'âge, selon le communiqué. Au total, 125 personnes de cette tranche d'âge ont mis fin à leurs jours en 2022. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le suicide est la quatrième cause de décès dans le monde chez les 15-29 ans. À Singapour, 48 personnes âgées de 70 à 79 ans ont mis fin à leurs jours l'année dernière, soit une augmentation de 60% par rapport à 2021, selon SOS.

Les États-Unis rejoignent l'Unesco, qu'ils avaient quitté sous Trump

L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a approuvé vendredi lors d'une session extraordinaire un projet de résolution permettant au retour, courant juillet, des États-Unis au sein de cette organisation qu'ils avaient quitté sous la présidence de Donald Trump. Début juin, les États-Unis ont adressé une lettre à l'UNESCO, proposant de réintégrer l'organisation en juillet sur la base d'une proposition financière concrète, incluant l'engagement à rembourser leurs arriérés estimés à 619 millions de dollars. Le Congrès américain devrait décaisser 150 millions de dollars pour l'année fiscale 2024, un montant équivalent devant être déboursé les années suivantes jusqu'à résorption des arriérés à l'UNESCO. S'y ajouteront des contributions volontaires pour financer des programmes dédiés notamment à l'accès à l'éducation en Afrique et à la protection des journalistes.

MISE AUX POINGS

«C'est un sanctuaire pour les musulmans et pour tous les autres. Nous savons que dans d'autres pays, ils agissent différemment. Ils ne respectent pas les sentiments religieux des gens et disent que ce n'est pas un crime».

Le président russe Vladimir Poutine après l'autodafé d'un exemplaire du Saint Coran par un extrémiste devant la Grande mosquée de Stockholm, en Suède



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Édité par l'Euril Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger

R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf - Bouira.

Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgérie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr

MÉTÉO D'ALGER

Dimanche 2 juillet 2023

28 °C / 19 °C



Dans la journée : Ensoleillé
Vent : 24 km/h
Humidité : 65%



Dans la nuit : Dégagé
Vent : 20 km/h
Humidité : 87%

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

HORAIRES DES PRIÈRES

Dimanche 14 dou el hidja 1444

Dohr : 12h52
Assar : 16h44
Maghreb : 20h14
Ïcha : 21h54

Lundi 15 dou el hidja 1444
Sobh : 03h43
Chourouk : 05h34

LES JEUX SPORTIFS ARABES DU 5 AU 15 JUILLET

Oran parée pour le programme culturel et artistique

Plusieurs manifestations culturelles sont programmées à l'occasion de la tenue de la 15^{ème} édition des Jeux sportifs arabes, prévue du 5 au 15 juillet, dont la 7^{ème} édition du Salon national du livre qu'abrite la bibliothèque communale "Bakhti Benaouda", depuis hier, a indiqué la Direction de la Culture et des Arts de la wilaya d'Oran.

Cette manifestation culturelle de quinze jours, qui coïncide avec la 15^{ème} édition des JSA « organisée par la Commune d'Oran et la Fondation Kouf Expo », précise la même source, verra la participation de plusieurs maisons d'édition et de distribution, locales ainsi qu'acteurs de la société civile, avec la présence d'associations, citant à titre d'exemple, l'association Athar El-Åaberine et Wahyye Al-Muthaqafine..., la Direction a fait savoir qu'après le lancement de la 15^{ème} édition des jeux sportifs arabes, prévue mercredi prochain pour durer jusqu'au 15 juillet, qu'abritera cinq wilayas du pays : Alger, Oran, Annaba, Tipasa et Constantine, le public oranais aura des rendez-vous avec la culture et les arts, avec l'organisation de trois festivals. Le premier, dédié pour faire découvrir divers genres artistiques, sera « le Festival des cultures et des arts populaires », qui se tiendra du 6 au 14 juillet au Village méditerranéen de Belgaid, d'Oran. Quant au deuxième, le Festival national de la musique Raï, celui-ci aura lieu au théâtre de plein air Hasni Chekroune, à partir du 10 juillet pour s'étaler au 13 du même mois, qui sera animé par des artistes de renom dans la chanson Raï. Le troisième et dernier Festival sera aussi dédié à la musique, puisqu'il sera exclusivement porté sur la culture locale de la chanson oranais, programmé, annonce la même source, du 13 au 17 juillet au Théâtre régional Abdelkader Alloula, lequel vibrera, sans nul doute, sur le rythme de la chanson ayant marqué des générations, « Wahran, wahran » du défunt Ahmed



Wahbi ou bine « elifat Matt » du défunt Blaoui El-Houari. Quant aux amateurs du quatrième Art, l'organisme culturel d'Oran a informé qu'ils auront rendez-vous avec « la 2^{ème} édition des Journées du Théâtre Méditerranéen », qui a tenu à choisir comme invité d'honneur, l'État de la Palestine, en soutien à la cause du peuple palestinien dans sa lutte, y compris dans son combat culturel, contre l'occupation sioniste. Ce rendez-vous théâtral, se tiendra la veille du festival culturel local de la chanson oranais, soit du 7 au 13 juillet, au Théâtre régional Abdelkader Alloula, avec la participation, aux côtés des troupes locales, ajoute la même source, de leurs homologues de Tunisie, d'Égypte, d'Italie, pour ne citer qu'eux. Le grand écran sera lui aussi au rendez-vous arabe des JSA 2023, avec « une attention particulière », par la présentation d'une série de films arabes, tout au long de cette manifestation. Les passionnés comme le grand public auront droit, indique la même source, à « trois projections par jour » à la cinémathèque d'Oran.

Ce n'est pas encore fini, mercredi prochain sera aussi, pour la wilaya d'Oran, une journée de valorisation des expressions artistiques algériennes, avec les divers expositions d'art qui auront également lieu, précise la Direction de la culture.

Citant, à cet effet, « l'Exposition Sports et Art au Musée d'Art Moderne et Contemporain (MAMO), et une autre pour les écoles des beaux-arts, ainsi qu'un atelier d'art plastique », a-t-on ajouté de même source. Après la clôture de toutes ces manifestations culturelles et artistiques, le 15 juillet, avec la fin des JSA23, tout le monde sera convié, au centre-ville d'Oran, précisément au jardin de la Maison de la culture et des Arts pour le lancement d'un autre rendez-vous, qui s'étalera jusqu'au 20 juillet et qui « sera dédié au rire », a fait savoir la même source.

Hadjer Bouazizi

ROME À PROPOS DES MANIFS EN FRANCE « Il y a un mal-être évident dans les banlieues »

Le ministre italien des Affaires étrangères, Antonio Tajani, a déploré, hier, le "mal-être évident" régnant dans les banlieues françaises, après une quatrième nuit consécutive de protestations contre la mort tragique du jeune Nahel, tué par un policier. "Evidemment il y a un mal-être surtout dans les grandes périphéries françaises et cela a explosé quand il y a eu cet épisode très triste qui ne devait pas arriver", a regretté M. Tajani, également vice-Premier ministre, qui était interrogé à propos de la situation en France sur les ondes de Radio 1. M. Tajani, ancien commissaire européen, a réitéré la mise en garde adressée vendredi par son ministère aux ressortissants italiens se rendant en France, les appelant à "suivre les conseils des forces de l'ordre et à ne pas s'approcher des lieux théâtre d'affrontements car cela peut être très dangereux". Les obsèques du jeune Nahel ont eu lieu hier samedi, après une quatrième nuit consécutive de protestations en France, qui ont abouti à près d'un millier d'interpellations. Saisi par une vidéo amateur venue contredire le récit initial livré par les policiers, le tir à bout portant d'un motard de la police et la mort mardi à Nanterre de Nahel, ont continué d'embraser de nombreux quartiers populaires du pays dans la nuit de vendredi à samedi.

R./Agences

RETRAIT DE LA MINUSMA DU MALI

Guterres "prend note" et rappelle l'importance de l'Accord d'Alger

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a dit "prendre note" de la décision du Conseil de sécurité de mettre fin au mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), et rappelé l'importance de l'Accord de 2015 pour la paix et la réconciliation, issu du processus d'Alger. "Le secrétaire général prend note de la résolution 2690 par laquelle le Conseil de sécurité a décidé de mettre fin au mandat de la MINUSMA à compter du 30 juin 2023 et de superviser son retrait d'ici au 31 décembre 2023, à la demande du Gouvernement de transition du Mali", indique une déclaration communiquée vendredi par le porte-parole de Guterres. "Le Secrétaire général rappelle l'importance de l'Accord de 2015 pour la paix et la réconciliation au Mali", issu du processus d'Alger, et "exhorte toutes les parties signataires à continuer d'honorer le cessez-le-feu, alors que la MINUSMA se retire". Guterres réaffirme, en outre, la solidarité des Nations unies avec le peuple malien et les autorités dans toutes les épreuves que leur pays a subies. Il continuera à dialoguer avec le Gouvernement de transition du Mali sur la meilleure façon de servir les intérêts du peuple malien, en coopération avec l'équipe de pays des Nations unies au Mali, le Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (BRSAO) et d'autres partenaires, selon le porte-parole. Le Conseil de sécurité de l'ONU a mis un terme immédiat vendredi à la mission de maintien de la paix des Casques bleus au Mali, un retrait réclamé par Bamako qui se déroulera sur six mois. La résolution adoptée à l'unanimité a mis un terme au mandat de la MINUSMA "à partir du 30 juin" et stipule qu'à partir du 1er juillet, les Casques bleus cesseront leurs activités pour organiser leur départ "d'ici le 31 décembre".

R. I.

STATION DE DESSALEMENT DE L'EAU DE MER DE CORSO

Dernières retouches avant la mise en service

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a procédé, hier, à l'inspection du projet de réalisation de la station de dessalement de l'eau de mer dans la commune de Corso à Boumerdès. Sur place, il s'est enquis des dernières retouches avant la mise en service de cette installation d'une capacité de production de 80.000 m³/jour, indique un communiqué du ministère. Cette visite d'inspection s'est déroulée en présence du wali de Boumerdès, du Président-directeur général (P-dg) du groupe Sonatrach, du Directeur de l'Énergie et des Mines de wilaya, du Directeur Général d'Algerian Energy Company- AEC (filiale du groupe Sonatrach qui supervise les projets de dessalement de l'eau) et du représentant du P-dg de la Société nationale de Génie civil et bâtiment-GCB (filiale du groupe Sonatrach, en charge des travaux de réalisation), note la même source.

R. N.

SOUS-RIRE

Émeutes en France après l'assassinat de Nahel par la police



Belkacem